

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 3 JUIN 2024**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1

OBJET DE LA DECISION

N° 24/355

**CONVENTION DE
SUBVENTIONNEMENT -
MONTANT 25 000 € - POLE DE
COMPETITIVITE
"CAPENERGIES" -
GOUVERNANCE ET
ANIMATION - ANNEE 2024 -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/355

BUREAU DU 3 JUIN 2024

**O B J E T : CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT - MONTANT
25 000 € - POLE DE COMPETITIVITE "CAPENERGIES" -
GOUVERNANCE ET ANIMATION - ANNEE 2024 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 4 avril 2024 pour l'attribution d'une subvention de 25 000 euros au Pôle de compétitivité CAPENERGIES,

VU le projet de convention, ci-annexé,

CONSIDERANT que le Pôle de compétitivité CAPENERGIES rassemble aujourd'hui près de 530 membres et partenaires issus de l'industrie, de la recherche et de la formation dont les activités s'inscrivent dans le développement économique des filières énergétiques,

CONSIDERANT qu'une quarantaine d'entreprises et structures implantées dans le Var sont membres de CAPENERGIES dont près de la moitié ont leur siège situé sur le territoire de la Métropole TPM alors que d'autres ont une implantation et une activité sur le territoire de la Métropole TPM, avec leur siège dans un autre territoire,

CONSIDERANT que l'ambition du Pôle CAPENERGIES et de son réseau est d'être un acte majeur de deux grands défis de notre société : la transition énergétique et la compétitivité des entreprises,

CONSIDERANT que la nouvelle stratégie du Pôle CAPENERGIES est structurée autour de 4 Domaines d'Activités Stratégiques (DAS) relative à la transition énergétique telle que définit pour la phase V des pôles de compétitivité pour la période 2023-2026 :

- Décarboner les usages et en améliorer l'efficacité énergétique,
- Optimiser les systèmes énergétiques,
- Produire de l'énergie décarbonée,
- Intensifier la sobriété et l'efficacité énergétique des usagers,

Au bénéfice de 3 types de territoires : territoires urbains et métropolitains, territoires ruraux et de montage, territoire insulaire non interconnectés et zones isolées,

CONSIDERANT que ces Domaines d'Activités Stratégiques ont été enrichis en accentuant la digitalisation et les dimensions sociétales, économiques et environnementales et que ce positionnement s'inscrit parfaitement dans les politiques publiques au niveau régional, national et européen,

CONSIDERANT que le programme d'actions prévues en 2024 prévoit :

1. Actions relatives à la Gouvernance du Pôle,
2. Innovation – Actions relative à l'Usine à projets / Innovation,
3. Europe,
4. Développement à l'international,
5. Formation – Emploi,
6. Croissance des entreprises – Transition Ecologique et Energétique, RSE,
7. Animation ciblée Energies décarbonée et décarbonation des usages,
8. Autres actions sur la filière du Pôle,
9. Action spécifiques participatives du Pôle en cohérence avec les orientations du territoire de la Métropole TPM,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER au Pôle CAPENERGIES une subvention de 25 000€, (vingt-cinq mille euros) maximum pour l'année 2024.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention ci-jointe et de **D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer cette convention.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget principal 2024, opération 15 – article : 65748 - fonction : 61.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT POUR L'ANNEE 2024

POLE DE COMPETITIVITE « CAPENERGIES »

GOUVERNANCE ET ANIMATION

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole - 107 boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur **Jean-Pierre GIRAN**, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° _____ en date du _____

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

L'association dénommée « Pôle de compétitivité Capenergies » régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège dans les locaux du bâtiment Henri Poincaré – Domaine de Petit Arbois, Avenue Louis Philibert – 13547 Aix-en-Provence Cedex 4 représenté par le Président dûment mandaté **Monsieur Christophe BOURMAUD** habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés.

Ci-Après désigné « L'Association »

Le Pôle de compétitivité CAPENERGIES rassemble aujourd'hui près de **530 membres** et partenaires issus de l'industrie, de la recherche, et de la formation dont les activités s'inscrivent dans le développement économique des filières énergétiques. Le Pôle a labélisé depuis sa création 801 projets innovants et collaboratifs dont 464 ont obtenu un financement public pour près de 568 millions d'euros.

Capenergies est positionné sur les marchés de la transition énergétique, l'efficacité énergétique des usages, leur décarbonation, le développement des énergies non émettrices de gaz à effet de serre et les systèmes énergétiques (flexibilité, stockage, réseaux...). Capenergies développe ainsi un ensemble de services et d'activités destinés à accompagner le réseau de PME et TPE régionales dans leur dynamique d'innovation et de développement économique et social.

Une quarantaine d'entreprises et structures implantées dans le Var sont membres de CAPENERGIES dont près de la moitié ont leur siège situé sur le territoire de la Métropole TPM. D'autres membres de Capenergies ont une implantation et une activité sur TPM, avec leur siège dans un autre territoire : EDF, Enedis, Engie, GRDF, Dalkia, RTE, GRT gaz.

L'ambition du pôle CAPENERGIES et de son réseau est d'être un acteur majeur de deux grands défis de notre société : **La transition énergétique et la compétitivité des entreprises.**

Dans le cadre de la phase IV des pôles de compétitivité, Capenergies résume son action ainsi « Créer ensemble les nouveaux systèmes énergétiques compétitifs pour une société décarbonée ».

La stratégie du pôle CAPENERGIES sera structurée autour de 4 Domaines d'Activités Stratégiques :

- **Décarboner les usages et en améliorer l'efficacité énergétique ;**
- **Optimiser les systèmes énergétiques ;**
- **Produire de l'énergie décarbonée ;**
- **Intensifier la sobriété et l'efficacité énergétiques des usagers.**

Au bénéfice de 3 types de territoires : Territoires urbains et métropolitains ; Territoires ruraux et de montagne ; Territoire insulaire non interconnectés et zones isolées.

Ces Domaines d'Activités Stratégiques ont été enrichis en accentuant la digitalisation de l'énergie et les dimensions sociétales, économiques et environnementales. Ce positionnement s'inscrit parfaitement dans les politiques publiques au niveau régional, national et européen.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au **projet défini en annexe I** que l'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

Article 2 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Cette convention est conclue pour l'année 2024.

Article 3 – Engagement du Pôle CAPENERGIES

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisé par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'association informe sans délai la Métropole de toute

modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire,

- Respecter le contrat d'engagement Républicain (CER) conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent à respecter « les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...), « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Article 4 – ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'association « Pôle de compétitivité Capenergies » à hauteur de 25 000 € conformément au **budget prévisionnel en annexe II** de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024, opération 15 - article : 65748 -- fonction : 61

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 1,6 % du montant des dépenses subventionnelles, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

Article 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **25 000 euros** sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70 % soit **17 500 euros** à la notification de la convention,
- Le solde, soit **7 500 euros** (30%) après la remise des pièces justificatives suivantes :

-Un compte rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,

-Un rapport annuel d'activités.

-Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si les aides publiques sont supérieures à 75 000 euros), bilan, compte de résultat et annexes ainsi que le rapport du

commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'aides publiques supérieures à 153 000 euros).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

Article 6 – OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire certifier et approuver conforme ses comptes par un expert-comptable et par un commissaire aux comptes (si le total des aides publiques sont supérieures à 153 000 €).

L'association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

Article 7 – CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers public, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services

ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

Article 8 – EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : Nombre d'adhérents et d'actions collectives et/ou individuelles menées auprès des entreprises de l'écosystème de la Métropole TPM
- Qualitatifs : Noms des adhérents, types d'entreprises accompagnées, et nature des actions collectives et/ou individuelles menées auprès des entreprises de l'écosystème de la Métropole TPM.

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

Article 9 – SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution de l'association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'association à présenter leurs observations.

La réalisation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifiés par le comptable public.

Article 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 – RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2024. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

Article 12 – ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

Article 13 – POLITIQUE DE GESTION DES DONNES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données :

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles :

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence Développement Economique.

Destinataires des données personnelles :

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles :

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles :

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification :

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
 - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9
- Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex www.cnil.fr

Article 14 – RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux, en français

A Toulon, le

<p>Pour le Pôle de compétitivité « CAPENERGIES »</p> <p>Le Président Christophe BOURMAUD</p>	<p>Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
--	---

ANNEXE 1

PROGRAMME D' ACTIONS PREVUES EN 2024 :

I. Actions relatives à la Gouvernance du Pôle :

- Mise en œuvre et suivi de la stratégie générale.
- Examiner les dossiers soumis au pôle dans le cadre de la procédure de labélisation.
- Assurer la représentation et l'expression des différents collèges des membres de Capenergies au sein des instances de gouvernance.
- Suivre et restituer les divers indicateurs d'évaluation de l'activité du pôle à des fins de reporting.
- Répondre aux sollicitations institutionnelles en termes de participation aux groupes de travail.
- Action spécifique demandée par la Région Sud.
- Action spécifique dans le domaine de l'hydrogène.

II. Innovation - Actions relative à l'Usine à projets/Innovation :

- Accompagner à l'émergence des projets d'innovation
- Accompagner à la structuration des projets d'innovation
- Accompagner des projets d'innovation vers les guichets de financement
- Accompagner à la mise en œuvre, et au suivi des projets d'innovation
- Accompagner à la mise sur le marché des produits et services innovants

III. Europe.

- Participer à la détection des opportunités de financement européennes dans les domaines d'intérêt (innovation, transition énergétique, inter-clustering) dans le cadre de la nouvelle programmation financière européenne 2021-2027.
- Animer le « Club Europe ».
- Accompagner les entreprises membres vers les guichets de financement européens.
- Assurer la bonne exécution des engagements sur les 7 projets dans lesquels le Pôle sera partie prenante en 2024 (Concerto Renov', le e-DIH Move2Digital, FrHyge, H2Move, INVECCE, GARDEN et H2Global) ainsi que deux nouveaux projets (sous réserve de financement).
- La recherche de nouvelles participations directes dans le but de générer deux nouveaux projets Européen pour le pôle d'ici 2025.

IV. Développement à l'international.

- Accompagner les entreprises vers les dispositifs d'aide à l'export existants, en particulier ceux développés par la Team France Export Région Sud et RisingSUD.
- ——— Accompagner les groupes de membres sur des destinations/marchés, en fonction des intérêts des membres.
- Développer des coopérations à l'international du pôle.
- Participer aux initiatives impulsées par la Région pour renforcer l'attractivité de la Région-

V. Formation – Emploi

- Accompagner les entreprises sur la montée et l'adaptation des compétences de leurs salariés et dans le recrutement de leurs futurs collaborateurs notamment les personnes en situation de handicap.
- Préparer les futures compétences.
- Aider au déploiement des formations sur les métiers en tension afin de répondre aux attentes de l'écosystème.

VI. Croissance des entreprises – Transition Ecologique et Energétique, RSE

- Orienter les entreprises vers les dispositifs d'aide mis en place par la région Sud.
- Accompagner les PME à fort potentiel.
- Organiser les Rencontres d'affaires Capenergies.
- Favoriser le déploiement d'actions en faveur de la transition écologique.

VII. Animation ciblée Energies décarbonée et décarbonation des usages

Les actions envisagées en 2024 par CAPENERGIES continueront à s'inscrire pleinement dans les objectifs généraux des SRDEII des territoires de mission, des plans climat et de la Région Sud.

Cela recouvrera :

- La contribution à la définition et à l'animation des feuilles de route régionales dans le domaine de l'Hydrogène et les Technologies avancées pour les Systèmes Energétiques, du Nucléaire et de la décarbonation de l'Industrie.
- La participation au groupe de travail sur les enjeux d'attractivité du territoire, de résilience/relocalisation des filières industrielles, d'installation de nouvelles usines industrielles et de diversification des entreprises vers les activités d'avenir, porteuses de création d'emplois.
- L'accompagnement des porteurs de projets aux dispositifs spécifiques.
- L'accompagnement des projets d'innovation.
- La veille sur l'évolution des enjeux de la transition énergétique et de la décarbonation de l'activité économique.

VIII. Autres actions sur la filière du Pôle :

Il s'agit d'animer l'écosystème, la communauté des membres, le réseau des pôles et la collaboration inter-clusters. Les objectifs sont les suivants :

- Renforcer les liens du Pôle avec ses membres.
- Soutenir les priorités nationales, France 2023, plan climat et rePowerEU.
- Diffuser auprès des membres les informations relatives à l'activité du pôle.
- Valoriser les actualités et résultats des membres.
- Mutualiser les actions d'animation avec d'autres structures et pôles.

IX. Actions spécifiques participatives du Pôle en cohérence avec les orientations du territoire de TPM :

- Organiser deux plénières des clubs animés par Capenergies
- Développer les collaborations avec TVT Innovation

- Poursuivre et amplifier les accompagnements et déploiements sur les domaines d'activités stratégiques du territoire (photovoltaïques, IRVE, réseaux thermiques) du pôle :

- Sobriété et efficacité énergétiques
- Développement de l'Hydrogène
- Développement des énergies renouvelables (solaire, bioénergies...)
- Développement du Nucléaire,
- Décarbonation des usages en lien avec l'énergie
- Participation à l'optimisation des systèmes énergétiques
- Accompagnement à la transformation digitale du secteur de l'énergie

STATUTS

Association
Loi du 1^{er} juillet 1901

Pôle de compétitivité

Capenergies

Mis à jour le 02.06.2023

TITRE I FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE - FONCTIONNEMENT

Article 1 - FORME

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, le décret du 16 août 1901 (ci-après « l'Association ») et par la législation en vigueur.

Article 2 - DENOMINATION

La dénomination de l'Association est : **Pôle de compétitivité Capenergies**, usuellement appelée **Capenergies**.

Article 3 - OBJET

3.1 L'Association a pour mission principale de développer l'innovation pour accélérer la transition énergétique et le développement économique, en :

- Rapprochant les acteurs de la recherche, de l'industrie et de la formation afin de faire émerger et de développer des projets conduisant à des produits ou des services nouveaux commercialisables,
- Accompagnant les entreprises membres de l'Association dans leur développement,
- Recherchant les financements publics ou privés associés,
- En participant à la transition énergétique des territoires de l'Association, dont les territoires insulaires.

La transition énergétique s'entend ici largement : sobriété et efficacité énergétique, décarbonation des usages de l'énergie, production d'énergie et hydrogène bas carbone (renouvelable et nucléaire), optimisation des systèmes et infrastructures afférents etc, en prenant en compte les enjeux environnementaux.

L'objet de l'Association est :

- Définir et mettre en œuvre la stratégie du pôle,
- Mettre en œuvre une veille sur les problématiques énergétiques,
- Assurer la gouvernance du pôle,
- Animer la communauté des membres pour assurer la mission du pôle,
- Développer les partenariats avec les structures complémentaires travaillant pour l'innovation énergétique (autres pôles, ...),
- Favoriser le lien entre les membres de l'association et les structures étatiques ou territoriales.

Des Domaines d'Activités Stratégiques structurent l'activité du pôle (ci-après désignés DAS). Ils ont vocation à évoluer pour s'adapter au contexte et à la prospective. Les DAS sont définis ou modifiés par le Conseil d'Administration qui en rend compte auprès de l'Assemblée générale.

3.2 - Fonctionnement

Le fonctionnement de l'Association est assuré par une assemblée générale, un conseil d'administration, un bureau - comprenant notamment le président de l'Association, deux vice-présidents, un trésorier et un secrétaire - ainsi qu'un directeur général.

Article 4 - DUREE

La durée de l'Association est indéterminée. Sa dissolution sera prononcée et réalisée conformément aux dispositions de l'article 18 ci-après.

Article 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social de l'Association est fixé dans les locaux du Bâtiment Henri Poincaré - Domaine du Petit Arbois, Avenue Louis Philibert - 13547 Aix-en-Provence Cedex 4.

Il pourra être transféré sur simple décision du Conseil d'Administration, ratifiée par l'Assemblée Générale Ordinaire.

L'Association, sur simple décision du Conseil d'Administration, se réserve le droit d'ouvrir des bureaux et établissements secondaires dans différents lieux, y compris à l'étranger.

TITRE II COMPOSITION ET MEMBRES - COTISATIONS

Article 6 - COMPOSITION

6.1 - Les membres de l'Association

Les membres de l'Association sont regroupés en plusieurs collèges, dont au moins six : Membres porteurs, Territoires, Industriels, Recherche, Formation et Financiers tel que décrit ci-après à l'article 6.2.

Peuvent être membres de l'Association :

- Les personnes morales ayant leur siège social ou un établissement secondaire en région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Corse ou dans un des territoires associés, œuvrant dans un des domaines d'activité listés à l'article 3 et adhérant aux présents statuts,
- Des entreprises, associations d'entreprises, d'organismes de recherche ou de formation implantés sur d'autres territoires œuvrant dans le domaine de l'énergie décarbonée et adhérant aux présents statuts,
- Des personnes morales ou physiques considérées comme membres d'honneur.

Les personnes morales, membres de l'Association, désignent leurs représentants personnes physiques, cette désignation est notifiée par écrit au Conseil d'Administration ainsi que toute modification de ces représentants.

L'adhésion des membres est prononcée à titre provisoire par le Président de l'Association, à partir d'une demande d'adhésion et à titre définitif par le Conseil d'Administration, à la majorité qualifiée des deux tiers présents ou représentés.

L'Association se compose en particulier :

- Des membres porteurs à l'origine de la création de l'Association : Electricité de France (EDF SA), le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) et l'Agence de Développement Economique de la Corse (ADEC) pour le compte de la Collectivité de Corse
- De la Principauté de Monaco
- De l'association guadeloupéenne SYNERGILE
- De l'association réunionnaise TEMERGIE

L'adhésion d'une nouvelle association issue d'un territoire d'Outre-mer devra être validée par le Conseil d'Administration.

- Des membres d'honneur

Les personnes qui auront rendu des services particuliers à l'Association pourront obtenir la qualité de membres d'honneur. Leur adhésion sera ratifiée par le Conseil d'Administration.

6.2 - Les collèges des membres :

Les membres de l'Association sont répartis entre plusieurs collèges, incluant au minimum :

- Collège des Membres porteurs

Il regroupe les membres porteurs EDF SA, CEA, et l'ADEC.

- Collège des Territoires

Il regroupe les associations ou organismes insulaires ou étrangers (Réunion, Guadeloupe, Monaco, etc...) adhérant à l'association, autres que les membres porteurs.

- Collège des Industriels

Il regroupe les TPE, PME, ETI et grandes entreprises autres que les membres porteurs.

Nota :

ETI : Une **entreprise de taille intermédiaire** est une entreprise qui a entre 250 et 4999 salariés, et soit un **chiffre d'affaires** n'excédant pas 1,5 milliards d'euros soit un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros. Une entreprise qui a moins de 250 salariés, mais plus de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires et plus de 43 millions d'euros de total de bilan est aussi considérée comme une ETI

PME : Une **petite ou moyenne entreprise** est définie comme une entreprise dont l'effectif est inférieur à 250 personnes et dont le chiffre d'affaires n'excède pas 50 millions d'euros, ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros ;

TPE : une **très petite entreprise** est une entreprise dont l'effectif est inférieur à 10 personnes et dont le chiffre d'affaires ou le total du bilan annuel n'excède pas 2 millions d'euros

- Collège de la Recherche

Il regroupe les organismes ou structures de recherche publiques autres que les membres porteurs.

- **Collège de la Formation**

Il regroupe les organismes de formation initiale et/ou continue.

- **Collège des Financiers**

Il regroupe l'ensemble des organismes, institutions bancaires ou financières, publics ou privés, membres de l'Association, susceptibles de financer en fonds propres les entreprises, membres de l'Association.

6.3 - Le Collège des Partenaires

Le Collège des Partenaires rassemble les chambres consulaires, les collectivités régionales et territoriales, les autres pôles de compétitivité du domaine de l'énergie et tout autre organisme avec lequel l'Association aura conventionné après l'accord du Conseil d'Administration.

Sur invitation du Conseil d'Administration, des membres du Collège des Partenaires peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions du Conseil d'Administration ainsi qu'aux Assemblées Générales.

Article 7 - COTISATION

Les membres de l'Association sont tenus au paiement d'une cotisation annuelle. Le montant de cette cotisation est fixé, par le Conseil d'administration selon les règles prévues dans le règlement intérieur.

Le produit de ces cotisations sera affecté au fonctionnement de l'Association.

Article 8 – PERTE DE STATUT D'UN MEMBRE

La qualité de membre de l'Association se perd par :

- La démission écrite adressée au Président de l'Association

La démission d'un membre de l'Association doit être signifiée à l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Président en respectant un préavis d'un mois.

En tout état de cause, elle ne prendra effet qu'à la clôture de l'exercice social au cours duquel elle est signifiée, le membre démissionnaire étant en conséquence tenu de se conformer aux engagements résultant pour lui des présents statuts (notamment payer sa cotisation) jusqu'à la fin dudit exercice.

- L'exclusion prononcée par le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration pourra, en application des dispositions de l'article 10.5.3 ci-après, prononcer l'exclusion d'un membre pour inobservation des statuts ou du règlement intérieur, pour non-paiement de sa cotisation trente jours après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception et demeurée sans effet, et plus généralement pour tous motifs graves laissés à son appréciation.

La décision d'exclusion, si elle est prononcée, sera notifiée au membre intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze jours après la date de réunion du Conseil d'Administration ayant pris cette décision et n'est pas susceptible de recours devant l'Assemblée Générale.

Toute cotisation déjà versée par un membre exclu restera acquise à l'Association.

- La dissolution ou liquidation de la personne morale membre.

TITRE III RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Article 9 - RESSOURCES ANNUELLES

Les ressources de l'Association se composent :

- Des cotisations de ses membres,
- Des subventions qui peuvent lui être adressées par l'Union Européenne, l'Etat et toute autre collectivité publique,
- Des recettes de prestations ou manifestations,
- De toute autre ressource autorisée par la loi ou les règlements,
- De tous versements effectués par les membres bienfaiteurs.

TITRE IV INSTANCES DE GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION

Article 10 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

10. 1- Composition

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration dont les membres, adhérant à l'association, sont soit désignés, soit élus, pour une durée de trois ans selon la répartition figurant ci-dessous.

Chaque membre du Conseil d'Administration dispose d'une voix délibérative.

Représentation au titre des membres porteurs

Chacun des trois membres porteurs EDF SA, CEA, l'ADEC (pour le compte de la Collectivité de Corse) dispose de 4 représentants désignés.

Représentation au titre des territoires associés

Chacun des trois territoires associés- la Guadeloupe (au travers de Synergile), La Réunion (au travers de Temergie) et la Principauté de Monaco - dispose d'un représentant désigné.

Représentation au titre des financiers

Le Collège des Financiers dispose de deux représentants élus.

Représentation du Collège des Industriels

Le Collège des Industriels dispose de douze représentants élus :

- 3 représentants d'ETI,
- 3 représentants de grands groupes autres que les membres porteurs,
- 6 représentants de PME ou de TPE.

Représentation du Collège de la Recherche

Le Collège de la Recherche dispose de trois représentants élus autre que les membres porteurs.

Représentation Collège de la Formation

Le Collège de la Formation dispose de trois représentants élus.

10.2 – Election au Conseil d'administration

Les représentants élus des différents Collèges au Conseil d'Administration sont élus par l'ensemble des membres quel que soit leur collège d'appartenance.

Cette élection s'effectue à la majorité relative des votes exprimés des membres et sera organisée préalablement à l'arrivée à échéance des mandats. Les modalités pratiques de cette élection seront précisées dans le Règlement Intérieur.

Les résultats de cette élection sont ratifiés par l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur le renouvellement des membres élus, et entérinés pour une durée de trois ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant statué sur les comptes annuels de l'exercice écoulé. L'Assemblée Générale Ordinaire ratifie également les membres désignés pour la même durée de trois ans.

10.3 - – Cessation des fonctions d'administrateur

La perte par l'un des représentants de l'un des Membres du Conseil d'Administration de sa qualité soit de dirigeant de droit soit de représentant permanent de ce Membre, pour quelque cause que ce soit, entraînera ipso facto la cessation de ses fonctions de représentant de ce Membre au Conseil d'Administration. Le nouveau représentant sera désigné par simple courrier adressé au Président de l'Association.

Les fonctions d'administrateur cessent de plein droit et sans formalité, par la démission, la perte de la qualité de membre de l'Association, l'absence non justifiée à trois réunions consécutives du Conseil d'Administration, la révocation par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Sauf en cas de démission d'un administrateur, toute cessation des fonctions d'un administrateur sera notifiée à l'administrateur concerné par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze jours suivant la survenance de l'évènement motivant la cessation de ses fonctions.

Dans le cas où un poste de Membre du Conseil d'Administration viendrait à être vacant pour une raison quelconque, le Conseil d'Administration pourra procéder à son remplacement par voie de cooptation. Le nouveau Membre du Conseil d'Administration ainsi coopté est choisi dans l'ordre de classement issu des résultats des dernières élections dans son collège. Cette cooptation sera faite à titre provisoire et sera soumise à la ratification de l'Assemblée Générale Ordinaire. Le Membre du Conseil d'Administration ainsi coopté demeurera en fonction pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur. Si le remplacement s'avère impossible, le siège reste vacant jusqu'aux prochaines élections.

10.4 - Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, sous l'autorité du Président, dirige l'Association et prend donc toutes décisions et mesures nécessaires à la réalisation de son objet et notamment :

- Valide la stratégie et la politique générale de l'Association et les soumet à l'Assemblée Générale Ordinaire,
- Définit, fait évoluer les DAS de l'Association
- Valide le budget, contrôlé et approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire,
- Arrête les comptes sociaux,
- Ratifie l'adhésion de nouveaux membres et prononce les exclusions conformément à l'article 8,
- Met en place, chaque fois qu'il le juge utile, tout comité permettant de mieux atteindre les objectifs de l'Association,
- Autorise le Président à ester en justice,
- Prend toutes les décisions relatives à la gestion et à la conservation du patrimoine de l'Association et, particulièrement, celles relatives à l'emploi des fonds, à la prise à bail des locaux nécessaires à la réalisation de l'objet de l'Association,
- Arrête le Règlement Intérieur de l'Association,
- Nomme, sur proposition du Président et des Vice-Présidents, un Directeur Général de l'Association,
- Met en œuvre les décisions et la politique définie par l'Assemblée Générale Ordinaire.

10.5 - Réunions du Conseil d'Administration

10.5.1 - Convocation

Le Conseil se réunit toutes les fois que cela est nécessaire, et au moins trois fois par an, sur convocation du Président ou à la demande d'un tiers au moins des administrateurs.

Les convocations sont faites par écrit ou par moyen informatique et ce, dans un délai raisonnable avant la date fixée pour la réunion, soit à titre indicatif une semaine avant la date fixée pour la réunion. Ces convocations indiquent l'ordre du jour tel que celui-ci est proposé par le Président ou par les administrateurs si le tiers au moins des administrateurs décide de convoquer un Conseil.

10.5.2 - Invités permanents

Le Directeur Général est invité permanent au Conseil d'Administration avec voix consultative.

D'autres invités permanents peuvent participer au Conseil d'Administration selon les stipulations du Règlement Intérieur de l'Association.

10.5.3 - Quorum - majorité

Le Conseil d'Administration ne délibère valablement qu'à condition qu'au moins la moitié des administrateurs soient présents ou représentés.

Chaque administrateur pourra se faire représenter par un suppléant, membre de son entreprise, ou membre de son collège. Il peut également donner pouvoir à un autre administrateur de le représenter. Chaque administrateur pourra être porteur de deux pouvoirs au maximum.

Les décisions sont prises à la majorité simple des administrateurs présents et représentés sauf dispositions contraires prévues dans les présents statuts. En cas de partage égal des voix, le Président dispose d'une voix prépondérante au Conseil d'Administration.

Les invités permanents de l'Association ne disposent pas de droit de vote au Conseil d'Administration.

10.5.4 - Feuille de présence - Procès-verbaux

Il est tenu, lors de chaque séance du Conseil d'Administration, une feuille de présence émargée par chacun des Membres présents. Un procès-verbal est établi et certifié par le Président et le Secrétaire ou l'un des administrateurs selon des modalités figurant au Règlement Intérieur. Les copies et extraits de ces procès verbaux sont signés par le Président ou par l'un des Vice-Présidents. Ils sont diffusés aux membres du Conseil d'Administration.

10.6 Missions thématiques

Le Conseil d'Administration pourra confier, avec leur accord, à des administrateurs ou leurs suppléants, des missions thématiques qui les amèneront à représenter l'Association à l'externe.

Article 11 – BUREAU, PRESIDENT, VICE-PRESIDENTS, DIRECTEUR GENERAL, TRESORIER, SECRETAIRE

11.1 Le Bureau

Le Bureau est composé des membres suivants :

- Le Président de l'Association, également Président de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration,
- Deux Vice-Présidents,

- Un représentant pour les collèges ci-après : Industrie, recherche, formation, territoires, financiers.

Le Président et les Vice-Présidents sont désignés par les membres porteurs.

Le Conseil d'Administration élit les autres membres du Bureau parmi ses membres, pour la durée du mandat des administrateurs, à la majorité qualifiée des deux tiers de ses membres présents ou représentés.

Un Trésorier et un Secrétaire sont élus parmi les membres du Bureau.

Le Bureau a trois missions :

- Proposer la stratégie et les orientations du pôle au Conseil d'Administration (partenariats, business modèle, territoires ...),
- Préparer et exécuter les décisions qu'il soumet au Conseil d'Administration en agissant sur délégation de celui-ci,
- Contrôler l'activité du Directeur Général.

Le Bureau se réserve le droit d'inviter, de façon permanente ou occasionnelle, d'autres personnes à ses réunions. Le Directeur Général est invité permanent au Bureau.

Le Bureau se réunit chaque fois que nécessaire et en principe tous les 2 mois.

Le Bureau réfère au Conseil d'Administration, qui en valide les propositions

11.2 Le/la Président(e) (ci-après Président)

Le Président reçoit du Conseil d'Administration une délégation permanente de pouvoirs pour assurer la gestion de l'Association et la représenter auprès des tiers et des pouvoirs publics.

Il représente l'Association dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous les pouvoirs à cet effet. Il a notamment qualité pour agir en justice au nom de l'Association.

Il peut agir de manière indépendante pour tous les actes de gestion et d'administration, sa seule signature suffit. Il rend compte au Conseil d'Administration.

Sa capacité d'engagement relative à la mise en place d'emprunts, de concours financiers et de garanties est déterminée annuellement par le Conseil d'Administration.

Le Président convoque et préside les Assemblées, le Conseil d'Administration et le Bureau.

En cas d'absence ou de maladie, il est remplacé par un des Vice-Présidents qu'il aura désigné à cet effet.

Il peut déléguer aux Vice-Présidents, au Trésorier, au Secrétaire ainsi qu'au Directeur Général de l'Association, certains des pouvoirs ci-dessus énoncés.

Toutefois, la représentation de l'Association en justice, en l'absence du Président, ne peut être exercée que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial conféré par le conseil d'administration.

11.3 Les Vice-Présidents/Présidentes (ci-après Vice-Présidents)

Les Vice-Présidents assistent le Président dans l'exercice de ses fonctions et le remplacent à sa demande en cas d'empêchement.

11.4 Le/la Trésorier(e) (ci-après Trésorier)

Le Trésorier :

- Établit ou fait établir le budget de l'Association,
- Établit ou fait établir, sous sa responsabilité, les comptes de chaque exercice de l'Association et est chargé de la gestion financière de l'Association sous le contrôle du Président,
- Est chargé de l'appel des cotisations,
- Procède, sous le contrôle du Président, au paiement et à la réception de toutes sommes d'argent,
- Établit un rapport sur la situation financière de l'Association et le présente au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale annuelle,
- Sur délégation écrite du Président, il fait ouvrir et fonctionner au nom de l'Association, auprès de toute banque, établissement de crédit, tout compte de dépôt ou compte courant. Il crée, signe, accepte et endosse tout chèque et ordre de virement pour le fonctionnement des comptes.

Le Trésorier pourra déléguer tout ou partie de ses fonctions au Directeur Général de l'Association.

11.5 Le/la Secrétaire

Le/la Secrétaire ou son délégataire est chargé des convocations du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale et établit ou fait établir, pour ces deux organes, les procès-verbaux des réunions. Il tient le registre prévu par l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901.

Article 12 - LE/LA DIRECTEUR/DIRECTRICE GENERAL(E) (ci-après Directeur Général)

Le Directeur Général est une personne physique nommée et révoquée par le Conseil d'Administration sur proposition du Président et des Vice-Présidents. Il assure le fonctionnement opérationnel de l'Association.

Il agit sur délégation de pouvoirs du Président - ou d'un Vice-Président assumant sa suppléance - et du Trésorier. En particulier, le personnel de l'Association est placé sous l'autorité du Directeur Général, par délégation du Président.

Il peut subdéléguer tout ou partie de ses pouvoirs.

Les modalités d'exercice de ses pouvoirs ainsi que de sa faculté de délégation sont précisées dans le règlement intérieur.

TITRE V ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 13 - DISPOSITIONS COMMUNES

Les décisions collectives de l'Association sont prises en Assemblée Générale qualifiée d'Ordinaire ou d'Extraordinaire suivant la nature des décisions à prendre, comme stipulé aux articles 14 et 15.

L'Assemblée Générale se compose de l'ensemble des membres de l'Association.

Les invités permanents de l'Association et les partenaires sont conviés à toutes les Assemblées Générales, mais n'ont pas de droit de vote.

13.1 - Convocation

L'Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'Administration, chaque fois qu'il le juge utile ou chaque fois que la moitié au moins des membres de l'Association lui en fait la demande et au moins une fois par an, dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

La convocation est adressée à chaque membre, au moins 15 jours avant la date fixée pour la réunion.

Elle indique le jour, l'heure et le lieu de l'Assemblée ainsi que son ordre du jour tel que le Conseil d'Administration ou les membres qui auront réclamé la réunion l'auront préalablement arrêté.

L'Assemblée peut se réunir en tout lieu.

Tout membre de l'Association peut demander l'inscription à l'ordre du jour d'une question particulière. Pour exercer ce droit, il devra en faire la demande écrite au Président, cinq jours au moins avant la date de l'Assemblée.

L'Assemblée ne délibérera valablement que sur les questions figurant à l'ordre du jour.

13.2 - Nombre de voix - Représentation - Vote par correspondance ou informatique

Chaque membre dispose d'une voix. Chaque membre exerce valablement son droit de vote par l'intermédiaire de son représentant.

Chaque membre peut se faire représenter à une Assemblée par un autre membre de l'Association ayant voix délibérative, sans que celui-ci puisse toutefois réunir plus de deux pouvoirs, et donc de disposer de trois voix, y compris la sienne.

Chaque membre pourra voter par correspondance ou par informatique au moyen d'un formulaire de vote par correspondance ou par informatique. Les points mis au vote par correspondance ou par informatique sont envoyés aux membres adhérents avec la convocation à l'Assemblée Générale. Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance ou par informatique doivent parvenir à l'Association avant l'Assemblée Générale.

13.3 - Bureau de l'Assemblée

L'Assemblée est présidée par le Président de l'Association, assisté du Secrétaire du Bureau.

13.4 - Feuille de présence - Procès verbaux

Il est tenu lors de chaque Assemblée une feuille de présence émargée certifiée par le Président et le Secrétaire. Les délibérations de l'Assemblée sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial conservé au siège, et sont signés par le Président et le Secrétaire du Bureau.

Les copies et extraits de ces procès verbaux sont signés par le Président ou par l'un des Vice-Présidents.

Article 14 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

14.1 - Pouvoirs

De manière générale, l'Assemblée Générale Ordinaire statue souverainement sur toutes les questions relatives au fonctionnement de l'Association. A cet effet, elle donne toutes autorisations au Conseil d'Administration, au Président et au Trésorier pour effectuer toutes opérations rentrant dans l'objet social de l'Association pour lesquelles les pouvoirs qui leur sont conférés par les présents statuts ne seraient pas suffisants.

Elle se réunit au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social. Elle statue sur la gestion, les activités et le rapport moral et financier de l'Association.

Elle entend également le rapport du Commissaire aux comptes et approuve les comptes du dernier exercice clos et donne quitus aux membres du Conseil d'Administration et au Trésorier.

Elle vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour, procède, s'il y a lieu, à l'élection des membres du Conseil d'Administration et ratifie les nominations effectuées à titre provisoire par ces derniers.

14.2 - Quorum

L'Assemblée Générale Ordinaire délibère valablement à condition que le tiers au moins des membres de l'Association aient participé au vote (présent, représenté, vote par correspondance ou informatique).

A défaut de réunir ce quorum, il sera tenu une deuxième Assemblée Générale Ordinaire dans les 30 jours suivant la date de réunion de la première Assemblée Générale Ordinaire, convoquée sur le même ordre du jour. La convocation est adressée à chaque membre au moins 15 jours avant la date fixée pour la réunion.

Cette Assemblée délibérera alors valablement quel que soit le nombre des membres de l'Association ait participé au vote.

14.3 - Majorité

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Article 15 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

15.1 - Pouvoirs

L'Assemblée Générale Extraordinaire est réunie chaque fois qu'il y a lieu de :

- Modifier les statuts de l'Association,
- Décider la dissolution de l'Association,
- Statuer sur la dévolution des biens de l'Association,
- Décider de sa fusion avec d'autres associations.

15.2 - Quorum

L'Assemblée Générale Extraordinaire délibère valablement à condition que le tiers au moins des membres de l'Association aient participé au vote (présent, représenté, vote par correspondance ou informatique).

A défaut de réunir un tel quorum, il sera tenu une deuxième Assemblée Générale Extraordinaire dans les 30 jours suivant la date de réunion de la première Assemblée Générale, convoquée sur le même ordre du jour. La convocation est adressée à chaque membre au moins 15 jours avant la date fixée pour la réunion.

Cette Assemblée délibérera alors valablement à condition qu'un dixième au moins des membres de l'Association ait participé au vote.

15.3 - Majorité

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres ayant participé au vote.

TITRE VI CONTROLE DES COMPTES

Article 16 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

La comptabilité est tenue par un expert-comptable indépendant sous le contrôle d'un commissaire aux comptes choisi par le Conseil d'Administration dont la désignation est approuvée par l'Assemblée Générale Ordinaire pour une durée de six exercices

Le Commissaire aux comptes est convoqué à toutes les Assemblées Générales par lettre recommandée avec avis de réception quinze jours au moins avant la date de la réunion et aux réunions du Conseil d'Administration arrêtant les comptes de l'Association.

Le Commissaire aux Comptes titulaire exerce sa mission de contrôle dans les conditions prévues par les normes et règles de sa profession. Les dispositions du Code de commerce relatives aux pouvoirs, incompatibilités, fonctions, responsabilités, révocation et rémunérations des commissaires aux comptes sont applicables.

TITRE VII DISPOSITIONS DIVERSES

Article 17 - DISSOLUTION

La dissolution de l'Association ne peut être décidée que par une Assemblée Générale Extraordinaire composée et délibérant dans les conditions indiquées à l'article 17 ci-dessus.

En cas de dissolution volontaire, l'Assemblée Générale Extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés de la liquidation des biens de l'Association.

L'actif net sera, lors de la clôture de la liquidation et conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901, affecté dans les conditions déterminées par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Article 18 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social de l'Association commence le 1^{er} janvier de chaque année pour se terminer le 31 décembre de la même année.


Article 19 - REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur de l'Association est approuvé par le Conseil d'Administration sur proposition du Bureau. Ce règlement est destiné à fixer les règles de fonctionnement de l'Association, non prévues dans les statuts. Il définit notamment les modalités d'exercice des pouvoirs du Directeur Général ainsi que sa faculté de délégation.

Article 20 - FORMALITES

Le Président, au nom du Conseil d'Administration, est chargé de remplir les formalités de déclaration et de publication prévues par la loi du 1^{er} juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901. Le Conseil d'Administration peut donner mandat exprès à toute personne de son choix pour accomplir les formalités de déclarations et de publications prévues par la loi du 1^{er} juillet 1901 et du décret du 16 août 1901.

Fait, en cinq exemplaires, à Aix en Provence, le 2 juin 2023,



Christophe BOURMAUD
Président



Olivier DUPONT
Trésorier

Budget prévisionnel 2024 Actions TPM
POLE DE COMPETITIVITE CAPENERGIES

DEPENSES	TOTAL	Axe 1/2/3/4/6/		Axe 5
		A-GOUV	B-ANIMATION	B-OIR / PROGRAMME
60 - Achats	7 846	1 386	3 047	3 413
605 - Achats de matériels, équipements	0	0	0	0
606 - Achats de fournitures	7 846	1 386	3 047	3 413
61 - Services extérieurs	202 903	23 761	114 212	64 929
611 - Prestations de services	31 364	5 546	12 186	13 652
613 - Locations	61 890	10 930	24 031	26 922
614 - Charges locatives	19 515	3 466	7 616	8 533
615 - Entretien et réparations	7 454	1 317	2 894	3 242
616 - Assurance	3 136	555	1 219	1 365
617 - Etudes et recherche	62 000	0	62 000	0
618 - Divers	17 421	1 941	4 265	11 214
62 - Autres services extérieurs	464 482	122 059	130 946	211 477
621 - Personnel extérieur à l'entreprise	259 068	62 400	64 014	132 655
622 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	30 160	5 330	11 711	13 120
623 - Publicité, publications	26 013	5 002	16 000	5 011
6251 - Déplacements	54 706	9 832	14 328	30 546
6257 - Réceptions	66 000	37 000	5 000	24 000
626 - Frais postaux et frais de télécom.	14 123	2 496	5 484	6 144
627 - Services bancaires et assimilés	0	0	0	0
628 - Cotisations	14 410	0	14 410	0
633 - Impôts taxes et versements assimilés	3 923	693	1 523	1 707
6311 - Taxe sur salaires (inclu dans charges de personnel)	0	0	0	0
6333 - Taxe formation professionnelle	3 923	693	1 523	1 707
64 - Charges de personnel	891 880	156 874	370 585	354 421
641 - Salaires	529 128	94 124	222 351	212 653
645 - Charges sociales (y compris taxe sur salaires)	352 752	62 749	148 234	141 769
65 - Autres charges de gestion courante				
66 - Charges financières				
681 - Dotations aux amortissements et provisions				
TOTAL des charges prévisionnelles	1 561 034	304 774	620 313	635 947
67 - Contributions volontaires	392 363	12 400	106 881	273 082
Valorisation temps passé	0	0	0	0
Dons en nature	35 000	0	0	35 000
Prestations en nature	357 363	12 400	106 881	238 082
TOTAL des charges	1 953 396	317 174	727 193,3	909 029

RECETTES	TOTAL	Axe 1/2/3/4/6/		Axe 5
		A-GOUV	B-ANIMATION	B-OIR / ANIMATIONS THEMATIQUES
70 - Produits	90 231	0	25 500	64 731
706 - Prestations de services	90 231	0	25 500	64 731
75 - Autres produits	479 017	0	301 458	177 559
756 - Cotisations	268 225	0	175 000	93 225
758 - Contributions financières	210 792	0	126 458	84 334
74 - Subventions d'exploitation	961 786	304 774	293 355	363 657
Etat	20 198	10 000	8	10 198
BPI stratégie d'accélération Cyber	0	0	0	0
CdC (DGE)	20 198	10 000	0	10 198
Union Européenne	0	0	0	0
Région SUD	669 587	215 000	177 520	277 067
Dont part Région	552 067	130 000	145 000	277 067
Dont part Etat	117 520	85 000	32 520	0
Total Départements et Communautés	155 000	20 000	65 000	70 000
Départements	0	0	0	0
CD 13	0	0	0	0
CD 84	0	0	0	0
CD 06	0	0	0	0
CD 04	0	0	0	0
CD 05	0	0	0	0
Communautés de communes	155 000	20 000	65 000	70 000
MPM	90 000	15 000	35 000	40 000
TPM	25 000	5 000	10 000	10 000
NCA	20 000	0	0	20 000
CPA	0	0	0	0
CASA	0	0	0	0
Grand Avignon	20 000	0	20 000	0
Autres	147 000	59 774	50 835	36 391
CdC	107 000	59 774	20 835	26 391
CdC - Cotisations corses	40 000	0	30 000	10 000
76 - Produits financiers				
78 - Reprises sur amortissements et provisions				
TOTAL des produits prévisionnels	1 561 034	304 774	620 313	635 947
87 - Contributions volontaires	392 363	12 400	106 881	273 082
Valorisation temps passé	0	0	0	0
Dons en nature	35 000	0	0	35 000
Prestations en nature	357 363	12 400	106 881	238 082
TOTAL des produits	1 953 397	317 174	727 193,3	909 029

CONTRIBUTION A LA FEUILLE DE ROUTE DU PROJET METROPOLITAIN DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

L'action du pôle de compétitivité Capenergies en faveur du développement économique et de la transition énergétique en faveur du développement économique et de la transition énergétique participe directement aux 3 axes du Projet de TPM

- Une métropole eco-responsable
- Une métropole accueillante et solidaire
- Une métropole maritime, compétitive et innovante

Capenergies fédère un réseau de 530 membres, qui intègre des grands groupes industriels, 300 petites et moyennes entreprises, des organismes de recherche et de formation, des collectivités et des financiers.

Ainsi, la participation directe de Capenergies aux travaux du Comité Stratégique de Filière (CSF) Nouveaux Systèmes Énergétiques (NSE) et de France Hydrogène, et les interactions de Capenergies avec tout un réseau de partenaires thématiques nationaux (ATEE, Think Smart Grids, Smart Building Alliance, Envirobat BDM, Cinov, France Agrivoltaïsme, ALLICE, Instituts Carnot, IRT & ITE, réseau PEXE, etc.) permet au Pôle de faire bénéficier la métropole et les acteurs implantés sur son territoire d'informations qualifiées concernant les démarches filières nationales, et ainsi de permettre une meilleure anticipation et articulation des initiatives territoriales avec les impulsions de niveau national et de participer au rayonnement et à l'attractivité de la métropole TPM.

De même, la bonne articulation du pôle avec la dynamique de l'action économique pilotée par la Région Sud, apporte un appui aux projets développés sur le territoire de la Métropole ce qui participe directement au développement durable souhaité par la Métropole au profit des habitants de son territoire.

Enfin, de par son objet, l'énergie étant transverse à tout l'activité économique, le pôle coopère avec les autres acteurs de l'innovation sur le territoire de la métropole, notamment le pôle Mer Méditerranée avec qui les liens se renforcent notamment dans le cadre de la décarbonation du maritime et l'émergence de la filière de e-carburants. Les liens se sont également renforcés avec TVT et plus récemment avec le Naval sous l'impulsion du nouveau président du pôle depuis avril 2023.

Pour toutes ces raisons, il nous semble essentiel de partager avec la métropole Toulon Provence Métropole l'intégralité de notre plan d'actions pour 2024 qui vise à entretenir et développer un écosystème d'innovation dynamique dans le domaine de l'énergie, de la sobriété et de la décarbonation des usages (industrie, bâtiment, transports terrestre, maritime et aérien) et de développement des infrastructures nécessaires pour accélérer l'atteinte de la neutralité carbone 2050. Tous les membres implantés sur la métropole ont accès à tous les événements proposés par Capenergies.

Nous avons extrait ci-dessous, quelques actions plus spécifiques à la métropole qui sont développées dans le reste du document.

- 1- Organiser des réunions des clubs sur le territoire de la Métropole
- 2- Conforter les collaborations avec le pôle Mer Méditerranée sur la décarbonation du maritime (e-carburants et ports de plaisance), avec TVT et avec le Naval (Gimnote)
- 3- Préparer l'évènement Meet4Hydrogen et la conférence Hyport 2024 qui se tiendra à Toulon en mars
- 4- Poursuivre et amplifier les accompagnements sur les domaines d'activités stratégiques sur le territoire de la métropole (photovoltaïque, IRVE, réseaux thermiques, hydrogène notamment)
- 5- Renforcer l'identification des entreprises et des start-up de TPM impliquées dans les thématiques de la transition énergétique pour :

- les associer à la dynamique de l'écosystème Capenergies (action forte pour identifier de nouvelles entreprises)
 - créer des synergies de réponse aux consultations publiques et privées des grands donneurs d'ordre (APP, AMI, guichets de financements régionaux)
 - créer des synergies avec les autres structures d'accompagnement du territoire (CCI, pôle Mer Méditerranée et le Naval)
- 6- Contribuer à la mise en œuvre du PCAET et schéma directeur des énergies à la demande
 - 7- Participer, si besoin, au COTECH pour l'accélération des énergies renouvelables
 - 8- Comme l'accès à des compétences est une véritable difficulté exprimée par tous les acteurs, le pôle agit également pour favoriser l'attractivité des métiers de l'énergie et le développement d'une offre de formation adaptée à la transition énergétique en lien avec ses partenaires emplois, formation et les entreprises. Les différents projets déposés à l'Appel à manifestation d'intérêt « Compétences et Métiers d'Avenir » début 2024 portés par le Campus d'excellence des métiers industrie du futur Sud, avec l'implication de Capenergies, permettront d'accélérer le déploiement de telles offres dans l'hydrogène, le solaire, le nucléaire (voire les réseaux) en lien avec les acteurs de l'Enseignement Supérieur et de l'Education nationale (Université de Toulon, Yncrea, CCI Var – HyVar) ... mais aussi l'ENSOSP, l'Ecole des marins-pompiers de Marseille.
 - 9- Le pôle maintiendra les actions développées avec Polytech et le CESI notamment pour accompagner les personnes en situation de handicap dans des formations de niveau bac + 5 (master informatique) et depuis 2023 bac + 2 ou 3 (pour répondre aux besoins des PME).
 - 10- Le pôle participera à l'action pour l'alternance
 - 11- Enfin, dans le cadre du projet européen Marittimo gagné fin 2023, INVECCE avec notamment la CCI du Var, le pôle pourra favoriser l'émergence de communautés énergétiques sur le territoire.

L'engagement du pôle Capenergies aux côtés de la Métropole, permet, dans la durée, de faire rayonner la Métropole et de participer à son action transformatrice du territoire avec un impact économique, énergétique et climatique au service des entreprises et des habitants.

GOUVERNANCE 2024 – CAPENERGIES

Missions de catégorie A

❖ Contexte et objectifs opérationnels :

Le pôle de compétitivité Capenergies se caractérise par un soutien fort et constant de la part de son réseau de 530 membres, qui intègre de grands groupes industriels, 300 petites et moyennes entreprises, des organismes de recherche et de formation, des collectivités et des financiers. Capenergies est soutenu financièrement depuis sa création par ses trois membres porteurs que sont EDF, le CEA et la Collectivité Territoriale de Corse représentée par l'ADEC (Agence de Développement Economique Corse) ainsi que, par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et les 3 métropoles, rejoint, il y a maintenant 3 ans, par le Grand Avignon.

Depuis sa création en 2005, le pôle s'est toujours impliqué pour mettre les compétences et l'expertise de son équipe au service du développement de l'innovation pour un mix énergétique décarboné sur des territoires variés (zones urbaines denses, rurales, de montagne, territoires insulaires) et pour la décarbonation et l'efficacité énergétique des usages. Dans sa stratégie 2023-2026, présentée dans le cadre de la phase V, la sobriété énergétique a été mise en avant car c'est un levier incontournable pour faire face à la crise actuelle mais aussi pour atteindre l'objectif de neutralité carbone 2050.

Partie prenante des stratégies territoriales tant régionales que métropolitaines ou d'agglomération, Capenergies apporte une large contribution aux projets territoriaux, depuis leur élaboration jusqu'à leur déploiement, au bénéfice d'ambitions qui allient en permanence développement économique (structuration de filières, industrialisation, souveraineté, attractivité) et atteinte des objectifs de neutralité carbone en faveur du climat et de l'environnement.

❖ Descriptif détaillé de l'action :

Portées par l'équipe de permanents du pôle, par son Conseil d'Administration et son Bureau et par un Comité de Labellisation de projets de haut niveau, les actions de gouvernance visent à :

- Mettre en œuvre la stratégie générale du pôle décidée dans le cadre de « la phase V » des pôles,
- Assurer la représentation et l'expression des différents collèges des membres de Capenergies au sein des instances de gouvernance,
- Examiner les dossiers soumis au pôle dans le cadre de la procédure de labellisation, en vue de leur apporter des recommandations constructives et le label « pôle de compétitivité »
- Répondre aux sollicitations de l'État et des Collectivités Territoriales en termes de participation aux groupes de travail et de contribution aux différents documents stratégiques,
- Suivre et restituer les divers indicateurs d'évaluation de l'activité du Pôle à des fins de reporting.

1) Mise en œuvre et suivi de la stratégie générale

Dans la période de crise de prix et d'approvisionnement en énergie actuelle, dont le caractère est à la fois conjoncturel et structurel (objectifs de neutralité 2050), il apparaît nécessaire d'accompagner un mouvement significatif

- vers la sobriété et l'efficacité énergétique, y compris en recourant à l'innovation sur certains aspects,
- d'accélération de mise en œuvre des solutions et projets existants
- d'anticipation pour développer de nouvelles solutions nécessaires à l'atteinte des objectifs de la prochaine PPE.

C'est pourquoi, le pôle a souhaité mettre en exergue cet enjeu spécifique, présent depuis son origine et se positionne désormais sur 4 domaines d'actions stratégiques (DAS) :

- Intensifier la sobriété et l'efficacité énergétique des usages
- Décarboner les usages : industrie, mobilités (terrestre, maritime, aérien), bâtiment, agriculture
- Optimiser les infrastructures et les réseaux énergétiques (stockages, flexibilité, infrastructure ...)
- Produire de l'énergie et de l'hydrogène bas-carbone.

Si chacun de ces DAS recouvrent des filières et marchés cibles spécifiques et des enjeux de R&D particuliers, il est important d'explicitier qu'ils doivent s'articuler avec 3 axes transverses (AT) clés pour atteindre les objectifs stratégiques visés, à savoir :

- Intégrer la transformation digitale et garantir la cyber sécurité
- Développer l'économie de ressources, dont l'économie circulaire
- Réussir les transformations sociétales pour rendre la transition énergétique désirable.

Afin d'accélérer et d'amplifier l'innovation au service de la transition énergétique, Capenergies a choisi pour la période 2023-2026 (phase V) de :

- Continuer d'articuler finement son action avec les priorités nationales en lien avec France 2030 et les CSF Nouveaux Systèmes Energétiques et Nucléaire
- Maintenir le haut niveau de qualité et d'interaction avec les collectivités et les Régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse (notamment dans le cadre de leurs SRDEII renouvelés à l'été 2022 (voir ci-dessous), du plan climat Sud « Gardons une Cop d'avance » et de la PPE Corse) tout en accentuant son action à destination de cette dernière et des territoires insulaires
- Renforcer la coopération avec les autres pôles au sein de la Smart Energy Alliance ainsi qu'avec Nuclear Valley sur le nucléaire, SCS sur le numérique, SAFE sur les e-carburants pour l'aérien, le pôle Mer Méditerranée pour les e-carburants maritime et l'ensemble des pôles et clusters de la Région Sud pour aider à la décarbonation de leurs membres (et à la mise en place de plans de sobriété) en lien avec le dispositif PSI 4.0 Carbone de la Région Sud
- Renforcer son action sur les projets européens à travers une politique active de développement du lobbying amont et une réorganisation de la gouvernance du pôle en la matière
- Maintenir un financement privé supérieur à 55% grâce à l'augmentation ciblée de son nombre d'adhérents
- Amplifier les actions visant à rapprocher recherche publique et privée et des entreprises pour faire émerger des projets collaboratifs.

2) Assurer la représentation et l'expression des différents collèges des membres de Capenergies au sein des instances de gouvernance,

Capenergies procèdera à l'organisation, à la tenue et à la restitution des réunions des différentes instances de gouvernance du pôle :

- Bureaux et Conseils d'administration : 4 réunions à minima
- Comités de labellisation : une réunion par mois
- Assemblée Générale annuelle.

En complément de ces actions récurrentes, en 2024 Capenergies organisera l'élection des Instances de Gouvernance, dans le cadre de leur renouvellement triennal :

- Conseil d'Administration
- Bureau

3) Labellisation des projets

Capenergies met en œuvre depuis de nombreuses années un processus de labellisation exigeant qui s'appuie sur :

- Un comité de labellisation pluridisciplinaire, indépendant et transparent, présidé par Olivier Appert, ancien président du Conseil Français de l'Energie et délégué général de l'Académie des technologies, et composé d'une quinzaine d'experts de niveau international, issus de laboratoires de R&D publics et privés et de structures de financement de l'innovation, constituant un collectif constructif ;
- Un processus rigoureux d'accompagnement à la structuration des projets innovants (classifiés en quatre catégories : projets de R&D, projets structurants, projets de formation et projets d'entreprise) par une équipe dédiée de référents thématiques au sein de l'équipe de permanents du pôle qui apportent appui et conseil aux porteurs de projets innovants ;

- Une évaluation collégiale de chaque projet avec émission systématique d'un rapport écrit d'évaluation du projet et de recommandations au porteur de projet, y compris pour les projets non labellisés (20 à 25 % des projets) ;
- Le respect des dispositions de la charte nationale de référence.

Capenergies, qui participe déjà à la démarche initiée par l'AFPC, s'engage à s'inscrire dans les évolutions qui seront décidées en vue d'une harmonisation de pratique en matière d'expertise et de labellisation des projets afin de garantir le meilleur standard de qualité au label décerné par les pôles.

Le taux de projets financés par rapport aux projets labellisés est suivi et un point annuel est réalisé par le Président du Comité auprès des membres du Conseil d'Administration. Ces résultats sont également présentés aux financeurs publics du pôle.

Le Comité de labellisation renforcera la prise en compte des critères écologiques et s'inscrira dans la démarche nationale du processus de labélisation.

En 2024, il devrait se réunir environ une dizaine de fois pour examiner jusqu'à 6 projets par séance.

Cette action apporte un bénéfice direct aux porteurs de projet qui bénéficie ainsi de recommandations constructives des permanents du pôle et des experts du Comité de labellisation. Lorsque leur projet est labellisé, ce label renforce la crédibilité de leur projet devant d'éventuels financeurs ou partenaires.

4) Reporting

Le pôle assurera les activités de reporting associées au financement de ses actions, comprenant notamment :

- o Les réponses aux demandes de reporting des différents financeurs et la fourniture des indicateurs demandés,
- o Le bilan d'activité du pôle auprès de ses membres lors de l'Assemblée Générale annuelle.

En 2024, Capenergies organisera à minima une réunion avec les principaux financeurs publics sur la région Sud (comité des financeurs publics).

5) Réponse aux sollicitations institutionnelles

Capenergies participe à la gouvernance de l'OIR Energies de Demain. A ce titre le pôle fournit l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne préparation des réunions auxquelles ses représentants sont conviés régulièrement.

La participation à l'expérimentation « pilote de la planification écologique en région Sud », annoncée le 14 novembre

Par ailleurs, tant au niveau national que régional, le pôle est impliqué dans plusieurs groupes de travail et réseaux.

Sa contribution sera poursuivie en 2024, notamment par des participations :

- o Aux réunions de groupes de travail mis en place par les ministères, notamment
 - o Agence Innovation Transport –AIT- au travers de la convention signée en 2022 avec l'AFPC,
 - o MTE, notamment Green Tech Innovation,
- o Aux réunions de groupes de travail mis en place par le Comité Stratégique de Filière « Industries des Nouveaux Systèmes Energétiques » qui permettent d'alimenter l'OIR Energie de demain de la Région Sud ainsi que les actions portées par les Collectivités territoriales,
- o Aux réunions et travaux du CSF-Nucléaire et GIFEN¹ auxquels le pôle va s'associer,
- o Aux instances et actions qui seront mises en place par les Collectivités dans le cadre de l'action Territoire d'Industrie en cours de mise en œuvre au moment d'écrire ce document (septembre 2023)
- o Aux réunions de groupes de travail mis en place par les autres acteurs territoriaux.

On peut mentionner, ici, en particulier quatre actions.

- La participation à l'expérimentation France 2030 Etat-Région Sud
- La poursuite de sa contribution à l'ADEC filière électrique,
- La participation aux travaux du CSF Nouveaux systèmes énergétiques et notamment à la régionalisation engagée de son action pour laquelle la directrice du pôle a été sollicitée pour apporter une vision terrain,
- La participation aux actions portées par le Campus d'excellence Industrie du futur Sud et par la filière nucléaire.

¹ Groupement des Industriels français de l'énergie nucléaire

6) Action spécifique demandée par la Région Sud

A la demande de la Région Sud, le pôle fournit, chaque année, une note de conjoncture sur l'évolution des filières sur lesquelles Capenergies est positionné. Ce document inclut notamment une liste détaillée des entreprises stratégiques des filières selon le modèle demandé.

La note pourra comprendre également une alerte sur les entreprises stratégiques qui seraient en difficulté. Ce document sera actualisé deux fois par an.

7) Action spécifique dans le domaine de l'Hydrogène en Région Sud

Capenergies a soutenu la construction et à la mise en œuvre de la stratégie hydrogène de la Région Sud.

En 2024, le pôle poursuivra son implication dans le déploiement de ce plan Hydrogène Région Sud en participant aux réunions pilotées par la Région. Il contribuera également à la mise en place de la gouvernance hydrogène de la Région Sud et aux groupes de travail associés.

ANIMATION 2024 – CAPENERGIES

Missions de catégorie B

AXE 1 : INNOVATION

❖ Contexte et objectifs spécifiques :

Une des missions centrales du pôle de compétitivité Capenergies est d'accompagner l'innovation, sous toutes ses formes (innovation technologique, mais aussi innovation d'usage, innovation de modèle économique, etc.), des acteurs des filières énergétiques et de la transition énergétique bas carbone de ses territoires principaux d'intervention, à savoir la Région Sud – Provence Alpes Côte d'Azur, la Corse, Monaco, et aussi les territoires de la Guadeloupe et de La Réunion

Les actions décrites ci-dessous participent également, pour ce qui est de la Région Sud, de l'axe « Animation ciblée et contributions aux OIR » et réciproquement.

France 2030, lancé à l'automne 2021, représente aujourd'hui le **cadre principal d'orientation de l'innovation à l'échelle nationale**, en lien avec les orientations de **France Nation verte**, nouveau plan gouvernemental pour ce qui concerne la transition énergétique, qui a été lancé en octobre 2022. **Capenergies est directement engagé dans six des dix grands objectifs de France 2030, et de manière centrale pour les trois premiers** (voir tableau ci-dessous)

Objectif France 2030	Actions marquantes phase IV	Feuille de route phase V
1 – Faire émerger des réacteurs nucléaires de petite taille, innovants avec une meilleure gestion des déchets	Interaction avec le CEA Cadarache sur l'opportunité d'implantation d'un SMR sur la zone industrielle de Fos-Marseille. Participation, avec EDF, CEA, etc. au GT nucléaire Région Sud	Poursuivre ces actions et accompagner des projets de SMR issus d'acteurs émergents. Une démonstration sur Marseille-Fos (SMR pour produire de la chaleur). Centre d'excellence nucléaire
2 – Devenir le leader de l'hydrogène vert	Accompagnement de projets innovants & pionniers dès 2015 ; Animation territoriale spécifique dès 2018 ; Animation de la délégation régionale Sud France Hydrogène et du comité hydrogène de bassin Fos-Marseille (présentation au CNH de la trajectoire 2020-2030-2040 fin 2021)	Poursuivre ces actions et anticiper les enjeux de la montée en puissance de la filière hydrogène Développer une filière e-carburants
3 – Décarboner notre industrie	Accompagnement de porteurs de solutions innovantes de décarbonation. Sensibilisation des industriels du territoire sur le champ de compétences du pôle	Poursuivre ces actions et participer activement aux initiatives nationales sur le sujet (CSF-NSE, etc.). Co-animer le projet de décarbonation ZIP Fos-Marseille (candidature AAP ZIBAC)
4 – Produire près de 2 millions de véhicules électriques et hybrides	Accompagnement de porteurs de projets innovants de composants ou systèmes pour les véhicules électriques et les stations de recharge électrique. Animation Territoriale (dont logistique). Sensibilisation (voir bilan E4SM).	Poursuivre ces actions et anticiper les enjeux du développement de la filière des véhicules électriques, bornes de recharge associées, lien avec le réseau électrique.
5 – Produire le premier avion bas-carbone	Accompagnement de porteurs de projets innovants pour la production de « sustainable aviation fuel » (SAF), biocarburants ou électro-carburants (synthétisés notamment à partir d'hydrogène)	Contribuer à la création d'une filière de production de bio / électro - carburants bas carbone en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

6 – Investir dans une alimentation saine, durable et traçable	Accompagnement de porteurs de projets innovants de décarbonation de la production agricole	Poursuivre ces actions et anticiper les nouveaux enjeux du secteur (changement climatique notamment)
--	--	--

Capenergies continuera en 2024 à aider ses membres à tirer le meilleur parti des différents dispositifs de soutien à l'innovation de France 2030, mais aussi des autres dispositifs régionaux, nationaux et européens dans le domaine d'intervention du pôle, via :

- L'interaction avec le réseau des **acteurs nationaux** (SGPI et autres services de l'Etat, ADEME, BPI, CSF NSE, CSF-N etc.) et **régionaux** (Région, SGAR, DREETS, etc.) pour contribuer à la **meilleure articulation possible des orientations générales et dispositifs associés avec les besoins des acteurs de terrain**
- La **diffusion d'informations ciblées** sur les différents appels à projets, les dispositifs d'accompagnement et les opportunités de financement de l'innovation,
- La **création d'événements** (webinaires, clubs thématiques, rencontres d'affaires, etc.) permettant le **développement des écosystèmes d'acteurs** de chaque filière concernée, facilitant ainsi la **création de partenariats** et **l'émergence de projets**
- La **mise en relation directe** entre **start-up, PME, ETI, unités de Grands Groupes et laboratoires de recherche** et d'innovation implantés sur les territoires pour l'émergence de projets visant de nouveaux produits et services innovants
- **L'accompagnement dédié des membres** qui en font la demande pour la structuration de leurs projets d'innovation, la recherche de financements, le cas échéant la recherche de partenaires, etc.
- **Le soutien à toutes les actions orientées vers le marché** des porteurs de solutions innovantes pertinentes

Capenergies s'est inscrit de manière très active dans l'**expérimentation pilote France 2030** conduite en Provence Alpes Côte d'Azur :

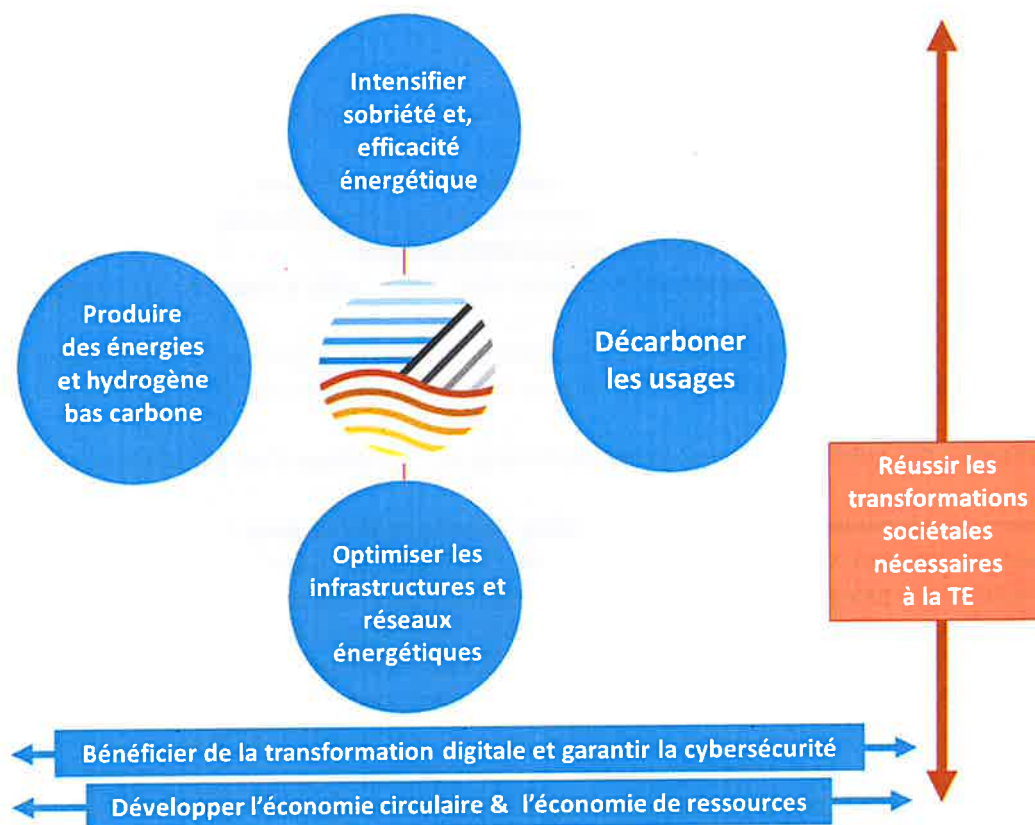
- en formulant dès l'origine un ensemble de **propositions de déclinaison opérationnelle**
- en organisant dès le 15 mai 2023 un **webinaire dédié sur le sujet à destination de l'écosystème**
- en participant activement aux cellules mise en place par l'Etat et les Régions dans son domaine d'intervention (**cellule Hydrogène et énergies renouvelables**, et **cellule décarbonation de l'industrie** pour ce qui concerne la Région Sud)
- en mettant toute son **ingénierie d'accompagnement des projets innovants** (parcours vers la labellisation notamment) et d'accompagnement des porteurs (analyse 360°, mise en relation avec les interlocuteurs pertinents du réseau, orientation vers les financements opportuns à chaque étape de développement, etc.) **au service de cette initiative**
- en partageant, dans le respect des engagements de confidentialités et des règles du « Règlement Général sur la Protection des Données » (RGPD), des **informations sur les acteurs identifiés sur ses domaines d'intervention** et continuera de s'y inscrire activement en 2024.

❖ Description détaillée des actions :

Le développement de l'innovation représente un des leviers du développement économique à venir à l'échelle des territoires au service de la transition énergétique. Dans la perspective de la **neutralité carbone en 2050**, qui constitue un engagement national et une ambition des territoires de mission de Capenergies, les analyses de l'Agence Internationale de l'Energie indique que **50% des solutions requises ne sont pas encore matures, et nécessitent le développement d'innovations.**

Ces innovations visent principalement à répondre à l'objectif majeur de **décarbonation de l'économie à un coût acceptable** au moyen du développement de **solutions innovantes de sobriété et d'efficacité énergétique, de production d'énergie** (solaire, éolien marin, nucléaire, bioénergies, gaz renouvelables, etc.) **et d'hydrogène bas carbone**, de **décarbonation des usages** (substitution ou électrification des process, mobilité électrique et hydrogène, production de carburants de synthèse durables, décarbonation du bâtis, etc.), et d'**infrastructures et réseaux énergétiques optimisés** (pilotage énergétique intelligent, stockage, couplage, etc.), tirant notamment parti des opportunités fournies par le développement des **solutions digitales cyber-sécurisées**, incluant pleinement des enjeux de **l'économie circulaire et de l'économie de ressources**, et en intégrant les aspects de **transformations sociétales**

incontournables, conformément aux nouveaux domaines d'action stratégique et axes transverses que Capenergies a retenu pour 2023-2026 (phase V).



L'action de Capenergies dans ces différents domaines sera construite en **partenariat avec les autres acteurs de réseau**, notamment autres pôles de compétitivité et clusters pertinents, organisations professionnelles, etc. dans une **logique d'amplification des impacts**.

1) Stimulation de l'émergence des projets d'innovation

La stimulation de l'émergence de projets repose sur différentes sources, dont :

- Le flux de candidatures à l'adhésion au pôle de **nouveaux porteurs de projet intéressés par l'expertise et les services du pôle** (typiquement une vingtaine par an)
- Le **contact régulier de terrain avec les membres du pôle**
- La **diffusion d'information sur les appels à projets, et dispositifs variés d'accompagnement et de financement**
- L'**animation thématique des filières au moyen des groupes de travail ou des clubs mis en place par Capenergies** (club Hydrogène Sud, club Mobilité Durable, club Innov'Solaire, club Systèmes Energétiques, club Nucléaire, ateliers bioénergies, etc.). Les clubs réunissent les adhérents de la filière concernée et les représentants des territoires deux à quatre fois par an avec pour finalité de :
 - donner accès à des **informations de veille thématique** sur des aspects de **développement scientifique, technologique, économique et réglementaire** avec des **acteurs référents de niveau national**
 - partager les retours d'expérience pour permettre la **montée en compétences des écosystèmes d'acteurs** et des chaînes de valeur des filières
 - faciliter les **échanges et collaborations** entre membres du pôle,
 - accélérer l'innovation, en favorisant notamment le **montage de partenariats de projet**
- L'organisation de rencontres thématiques spécifiques entre laboratoires de recherche et PME, ETI ou unités régionales de Grands Groupes, avec l'**organisation en 2024 d'un événement spécifique de mise en relation de l'ensemble de l'écosystème des laboratoires de recherche du pôle avec les PME et ETI intéressés par le montage de projets innovants qui se tiendra à Marseille**

- **L'organisation de rencontres d'affaires** (en particulier dans le cadre de l'Assemblée Générale de Capenergies)

2) Accompagnement à la structuration des projets d'innovation

L'accompagnement à la structuration du projet d'innovation constitue une étape essentielle, dans laquelle **le pôle fait bénéficier aux porteurs de son expérience** pour les aider à :

- La définition du **produits et/ou services** et du **positionnement marché** en perspective **pertinents**, en fonction d'une **analyse des besoins visés, du marché existant ou à venir, du positionnement du projet vis-à-vis de l'état de l'art** permettant de bien déterminer ses **aspects différentiants**
- La construction des **briques projets**, avec analyse des **étapes clés à franchir**, des **compétences critiques** nécessaires, etc.
- **La mise en relation avec des partenaires et conseils éventuels si utile** (sur des aspects au-delà de l'expertise de Capenergies, par exemple sur des aspects juridiques de montage de consortium ou de protection de la propriété intellectuelle).
- L'identification des **guichets de financement pertinents** et au montage d'un « **business plan** » robuste

Le parcours vers de labellisation représente une valeur ajoutée majeure pour les porteurs s'adressant au pôle. L'accompagnement en amont permet aux porteurs de bénéficier de l'expérience accumulée de l'équipe des permanents du pôle, et le passage devant le comité de labellisation permet de bénéficier d'un regard critique d'experts de niveau national voire international. Au-delà de la décision de labellisation (taux de labellisation ~75 à 80%), **ce processus permet à chaque porteur de disposer d'une fiche d'évaluation avec des recommandations circonstanciées résultant de la délibération du jury, en amont de son dialogue avec de futurs financeurs publics ou privés.**

3) Accompagnement des projets d'innovation vers les guichets de financement

L'orientation et l'accompagnement vers les dispositifs de financement les mieux adaptés constituent un des savoir-faire du pôle, sachant que les critères et modalités des différents guichets évoluent chaque année.

Capenergies entretient un lien avec les différents financeurs, en particulier avec les principaux opérateurs de financement nationaux dans le domaine de l'énergie (ADEME, BPI, ANR), via des **échanges informels dans différents groupes de travail régionaux et nationaux** et via la **participation de plusieurs salariés permanents du pôle à des jurys d'appels à projet** (en particulier jurys des AAPs Technologies Avancées des Systèmes Energétiques et concours i-nov). Le pôle peut ainsi à la fois :

- remonter un certain nombre d'informations et de besoins des acteurs de terrain auprès des opérateurs de l'Etat
- retransmettre aux porteurs de projets innovants les attentes des opérateurs de financement public et leur faire bénéficier de l'expérience acquise sur le fonctionnement des processus d'évaluation

L'accompagnement vers les guichets de financement comprend notamment :

- L'organisation le cas échéant d'animations ciblées sur les appels à projets, et dispositifs variés d'accompagnement et de financement
- L'orientation de chaque projet vers le ou les guichets de financement les plus pertinents
- L'accompagnement spécifique au financement des porteurs qui le sollicitent, via notamment des conseils dédiés, la relecture du dossier de demande de financement, voire la participation à sa rédaction et le suivi de son dépôt, en lien si utile avec des consultants qualifiés et rémunérés à cet effet,
- L'accompagnement spécifique, le cas échéant, à la préparation d'une présentation orale du projet,
- La participation au retour d'expérience à l'issue du processus.

Capenergies continuera par ailleurs en 2024 à **accompagner des porteurs de projets vers les différents dispositifs régionaux spécifiques, en cohérence avec l'OIR Energie de demain pour ce qui est des projets implantés sur la région Sud** (accompagnement rising SUD, présentation aux comités d'ingénierie financière, etc.).

4) Accompagnement à la mise en œuvre et, au suivi des projets d'innovation

L'accompagnement à la mise en œuvre des projets est ensuite réalisé au fil des contacts avec les porteurs, qui peuvent exprimer des **demandes particulières d'accompagnement pour le passage à une phase suivante du projet, un redimensionnement éventuel du périmètre visé, la recherche de nouveaux financements, ou de nouveaux partenaires**, etc.

Cet accompagnement peut se traduire, dans certains cas de figure, par une participation de Capenergies à un comité de suivi projet.

5) Accompagnement à la mise sur le marché des produits et services innovants

L'accompagnement à la mise sur le marché des produits et services développés dans le cadre des projets d'innovation suivis par Capenergies se fait de différentes manières, dont en particulier :

- La **médiatisation des solutions innovantes** développées : Capenergies édite une **fiche de communication projet** pour les projets labellisés, présentant les éléments essentiels, non confidentiels, du projet : marchés visés, objectif du projet, innovations développées, livrables. Ces fiches sont communiquées aux financeurs et administrateurs du pôle. Elles seront mises en ligne au fil de l'eau en 2024 ;
- Le **référencement** des membres du pôle (et du pôle lui-même) sur **différentes plateformes d'innovation** (Je décarbone, Sud Place, plateforme d'innovation de la Métropole d'Aix-Marseille), et la veille sur les appels à innovation qui y sont publiés
- La **mise en relation des porteurs offreurs de solutions innovantes avec des donneurs d'ordre**

Capenergies propose aussi de contribuer à **faciliter l'accès à la commande publique** de produits et services innovants dans le domaine des énergies bas carbone, selon des modalités à définir.

En outre, un partenariat actif avec le **PEXE** (association nationale regroupant des réseaux / pôles d'éco-entreprises, référencée par le CSF Nouveaux Systèmes Energétiques) permet de faire bénéficier les membres de Capenergies de rencontres business à la maille nationale au moins une à deux fois par an. Les entreprises sont également invitées à s'identifier dans **l'annuaire national du PEXE**.

AXE 2 : INTERNATIONAL

❖ **Contexte et objectifs opérationnels :**

Le développement à l'international des entreprises régionales, comme l'attractivité des écosystèmes régionaux et territoriaux vis-à-vis d'investissements internationaux, sont des enjeux importants pour une partie des acteurs de l'innovation des filières de l'énergie en région et pour le développement économique de la région et des territoires. La conquête ou reconquête de marchés à l'export prend un caractère particulier dans la situation inédite de crise énergétique dans un climat de tensions politiques qui perdurent au niveau mondial. Des opportunités de relocalisation et/ou de réindustrialisation sont à stimuler en tirant profit des différents dispositifs de soutien des plans français (France 2030) et européens (RePowerEU) pour soutenir la souveraineté énergétique et la résilience des territoires.

❖ **Etat des lieux**

Capenergies a développé ces dernières années un réseau de partenaires internationaux avec plusieurs collaborations actives permettant de faciliter l'accompagnement des entreprises membres vers un certain nombre de destinations cibles dans le bassin Méditerranéen, aux Etats-Unis et au Canada, en coopération avec l'action de Team France Export Sud et avec Rising Sud.

❖ **Descriptif détaillé de l'action :**

Les objectifs opérationnels proposés pour l'année 2024 comprennent l'accompagnement des membres vers les marchés cibles à l'international (promotion des missions organisées par nos partenaires et promotion des

internationaux en France, en Europe, ou dans le monde), la participation des membres du pôle à certains salons, ainsi que la participation aux initiatives de la Région Sud et de la Collectivité de Corse visant à renforcer l'attractivité de leurs territoires au bénéfice des métropoles et agglomérations.

1) L'accompagnement actif des entreprises vers les dispositifs d'aide à l'export existants, en particulier ceux développés par la Team France Export Région Sud et risingSUD, avec notamment :

- La participation active aux réunions de la Team France Export Région Sud et le relai d'information aux entreprises des offres de services de risingSUD
- Le relai des dispositifs d'accompagnements au *Fonds d'études et d'aide au secteur privé* (FASEP) ou *Fonds français pour l'environnement mondial* (FEEM) par le Ministère
- L'organisation, si besoin et utile, de **webinaires dédiés d'accompagnement** à destination des entreprises, s'appuyant sur des témoignages de membres.

2) L'accompagnement de groupes de membres sur des destinations / marchés ciblés:

- Le soutien à la **participation des membres du pôle à des salons et à des événements d'envergure internationale**, avec un équilibre entre salons propres aux filières énergie (par exemple Hyvolution), salons de référence de l'innovation (par exemple CES Las Vegas, VivaTech) et voire salons « end-users » (par exemple Hannover Messe, Smart City World Congress, Le Bourget ...) en fonction de l'intérêt des membres (information, mutualisation de stands, action C ...).

Concernant les salons sous la bannière de la Région Sud :

- **CES Las Vegas** : Capenergies participera au COPIL organisé par la Région, qui inclut la sélection des entreprises que la région accompagne au salon, fera la promotion de l'évènement et mobilisera son écosystème. Pendant et après l'évènement, Capenergies communiquera sur la participation et les résultats de ses membres
- **Vivatech** : Capenergies participera au COPIL organisé par la Région, qui inclut la sélection des entreprises que la région accompagne au salon, fera la promotion de l'évènement et mobilisera son écosystème. Capenergies pourra participer en visiter pour accompagner la délégation sur place
Et, selon le format envisagé par la Région,
- **Hyvolution** : Capenergies organisera un stand regroupant des PME de la région membres du pôle et la Région Sud

Autre salons

- **Meet4Hydrogen Hyport (Toulon)** : Capenergies pourra mobiliser son écosystème dans le but de rencontrer une délégation de Norvège (avec Rising Sud), si confirmé
- Salon **Meet4Hydrogen Hyport (Canada 3 Rivières)** ou Salon **Mines+Energie à Québec** : participation et mobilisation d'une délégation régionale dans le cadre du projet financé par Lac Mégantic et des accords entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Québec (si financé)
- **MIX-e** à Lyon : organisation d'un stand mutualisé, sous réserve de participation des membres
- Autres, pour lesquels un relai sera assuré par Capenergies de façon ciblée ou collective selon les thématiques : voir liste en annexe

Concernant les salons en lien avec les projets européens:

- **Enlit Europe**, à Milan: Capenergies participera au salon en visiteur, sans stand sauf si celui-ci peut être mutualisé avec des membres du pôle ou d'autres pôles (ex : Smart Energy Alliance). Les membres intéressés par le salon pourront bénéficier d'un accompagnement de Capenergies pour cibler les éventuels partenaires à rencontrer sur le salon.

Sous réserve de participation dans le cadre du projet européen Concerto Renov sur la rénovation énergétique des logements :

- **Smart City Expo World Congress (Barcelone)**: Rendez-vous incontournable des solutions urbaines intelligentes qui rassemble chaque année villes et municipalités, experts et dirigeants du monde entier, ou,

- **Sustainable Places** (lieu à définir pour 2024): reconnue comme une plateforme de référence pour la diffusion des résultats des projets de recherche et d'innovation du programme cadre Horizon de la Commission Européenne, Sustainable Places s'intéresse à la conception, la construction et la rénovation de nos lieux de vie à travers de nouvelles approches durables, ou,
- **European Sustainable Energy Week** et **European Hydrogen week (Bruxelles)** : La Semaine européenne de l'énergie durable (EUSEW) est le plus grand événement annuel consacré aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique en Europe et comprend une série d'activités visant à construire un avenir énergétique sûr pour l'Europe

Concernant les autres salons listés en annexe, Capenergies orientera les membres intéressés à l'export, sur les différents salons (selon secteurs géographiques et thématiques) et relatera les offres partenaires pertinentes pour ses membres (exemple : possibilité d'avoir un stand sur le pavillon France de Business France)

Concernant les missions export, Capenergies prévoit le relai des missions export pertinentes pour ses membres, en fonction des opportunités proposées par la Team France Export ou Business France :

les pays cibles identifiés par les membres du pôle sont, en priorité :

Priorité 1: **Amérique du Nord et pays limitrophes à la France (Allemagne, UK, Espagne, Italie)**

Priorité 2: Pays du proche et moyen-Orient, Magreb, Afrique de l'Ouest, Amérique du Sud

Missions EXPORT pré-identifiées pour 2024 :

- **Amérique du Nord** :
 - o **Quebec/Canada** : Participation à une mission en coopération avec Lac Mégantic et Rising Sud (sous réserve de financement)
 - o *En digital* : en lien avec le projet **Syrius** (Amérique du nord + Europe) et le GT attractivité des OIR, à confirmer
- **Europe** :
 - o **Allemagne** : Hambourg, à confirmer (Rising SUD/Team France Export)
 - o **Italie** : Turin en Mars 2024 (mobilisation des membres)
- **Afrique du Sud** : accompagnement via Rising Sud (mobilisation des membres)

3) Le développement des coopérations à l'international du pôle, avec notamment

- o **Le développement des actions de collaborations avec les acteurs étrangers avec lesquels le pôle a déjà signé des conventions de partenariat, à savoir** :
 - a) **Le Cluster Solaire Marocain, le cluster GREEN H2, l'université UMP6, l'Association Marocaine pour l'hydrogène et le développement durable AMHYD au Maroc**, pour capitaliser sur les missions H2 organisées dans le cadre du meta cluster H2Global
 - b) **Le cluster Nergica (Canada – Québec)** : dans le but de promouvoir les projets de coopérations (échanges de bonnes pratiques, promotions d'accords de collaboration entre entités françaises et Québécoises...).
 - c) **Les autres partenariats dans l'hydrogène, en cours de constitution dans le cadre du meta cluster H2Global et en lien avec les membres de Capenergies ayant des filiales ou des opportunités de marché dans les pays ciblés (Brésil, Corée du Sud, Chili)**

Annexe : liste des missions et des salons internationaux potentiellement visés par Capenergies (pour ses membres) en 2024 hors CES Las Vegas et VivaTechnology

A noter : 3 salons français à visée internationale : Hyvolution – 2024 à Paris ; Hyports 2024 à Toulon ; MIX-E à Lyon

Secteur	Titre	Lieu	Date de réalisation (du - au)	Description	Action Capenergies envisagée
Nucléaire	ITER BUSINESS FORUM	MARSEILLE (lieu à confirmer)	(à confirmer)	L'ITER Business forum propose de communiquer sur le statut d'ITER et sur les prochaines opportunités commerciales, de faciliter les partenariats entre industries, en Europe et hors Europe, et de favoriser les collaborations entre les industries et le laboratoire de Fusion	Relai auprès des membres
Industrie	Foire de Hanovre 2024	Hannovre ALLEMAGNE	22-26/04/2024	Hannover Messe, le principal salon professionnel des technologies industrielles, devient hybride. La prochaine édition du salon aura lieu du 17 au 21 avril 2023. De l'intelligence artificielle, de la robotique, des technologies d'automatisation, de l'informatique logistique et des logiciels industriels, aux batteries et aux piles à combustible.	Relai auprès des membres
Electricité & smart grids	ENLIT 2024 –	Non défini à ce jour	Non défini	Evènement international reconnu qui sur les thématiques SmartGrids, Smart Home, Smart building, Smart City, Stockage, Mobilités et production d'électricité. Occasion unique de rencontrer l'ensemble des acteurs de la filière au niveau mondial	Relai auprès des membres Participation en visiteur
Electricité & smart grids	E-WORLD ENERGY & WATER 2024	Essen ALLEMAGNE	20 – 22 fev 2024	1er salon allemand de la transition énergétique intelligente et verte. Etape incontournables pour rencontrer les utilities, les Stadtwerke (services des villes allemandes qui gèrent la production et la distribution énergie, eau, chaleur à distance), les grandes entreprises énergivores,...	Relai auprès des membres

Hydrogène	H2 Forum 2024	Berlin ALLEMAGNE	19 – 20 fev 2024	La conférence européenne pour les décideurs et les experts qui rassemble l'ensemble de la chaîne de valeur de l'hydrogène vert : les fournisseurs d'énergie, les entreprises automobiles et industrielles, les fabricants de technologies et les instituts de recherche peuvent se connecter avec des fournisseurs de solutions H2 pour discuter de la manière dont la transition vers une application à grande échelle de l'hydrogène vert en Europe peut réussir.	Relai auprès des membres
Ville durable	SMART CITY EXPO WORLD CONGRESS 2024	Barcelone ESPAGNE	A définir	Rendez-vous incontournable des solutions urbaines intelligentes qui rassemble chaque année villes et municipalités, experts et dirigeants du monde entier	Participation avec stand (sous réserve de confirmation via le projet EU Concerto Renov')
Electricité & smart grids	ENLIT Africa 2024	A définir	28 - 30 mai 2024	En exposant sur le pavillon France lors du salon ENLIT Africa, les entreprises peuvent rencontrer des représentants des municipalités, des régies d'électricité et des opérateurs privés d'Afrique du Sud et de tout le continent africain, qui feront le déplacement pour trouver des réponses à leurs problématiques énergétiques.	Relai auprès des membres
Hydrogène	European Hydrogen Week 2024 European Energy week 2024	Bruxelles	nov 2024 à définir	La Semaine européenne de l'hydrogène est le plus grand événement annuel dédié à l'hydrogène : Une conférence politique de haut niveau, un forum B2B ouvert à tous les visiteurs de l'exposition, des tables rondes, des ateliers interactifs....	Relai auprès des membres
Transition énergétique	Ecomundo 2024	Rimini	nov 2024 à définir	Ecomondo, l'écosystème de la transition écologique, est le lieu de rencontre et d'échanges entre industriels, acteurs, décideurs politiques, leaders d'opinion et autorités locales. Il rassemble et systématise les éléments clés qui définissent les stratégies de développement de la politique environnementale de l'Union européenne.	Relai auprès des membres

D'autres missions commerciales proposées par Business France pourront également être relayées (en attente du programme 2024).

AXE 3 : EUROPE

❖ Contexte et objectifs opérationnels

L'accès aux financements européens de l'innovation des entreprises régionales est un enjeu clé pour le développement des projets d'une partie des acteurs des filières de l'énergie en région et pour l'économie française en général. L'accompagnement des entreprises à bénéficier des appels à projet européens prend un caractère particulier dans la situation inédite résultant de la crise énergétique actuelle et de l'accélération des transitions liées à la décarbonation de l'économie, à la réduction des consommations énergétiques et à la transition climatique. Capenergies accompagne les membres du pôle, en particulier les PME et ETI, les collectivités également, vers les appels à projets européens par le biais d'une action sur 3 axes : la veille, l'accompagnement collectif, et l'accompagnement individualisé.

❖ Etat des lieux

La stratégie Europe a été actualisée pour la période 2023-2026 (phase V) avec pour objectif d'augmenter encore les financements et nombre de projets européens du pôle et ceux des membres.

Dès 2023 Capenergies a commencé à renforcer son activité au niveau européen par la création d'un club « Europe » pour les membres, animé par l'équipe Europe de Capenergies (voir détail ci-après).

Le pôle continuera par ailleurs ses actions de fond, à savoir :

1. La veille

- le Pôle réalise une veille continue et active sur les AAP européens en ligne avec ses DAS, notamment les AAP relatifs aux secteurs de l'énergie et les secteurs voisins (transport et digital) ou transverses;

2. L'accompagnement collectif :

- Le pôle diffuse auprès de ses membres les opportunités les plus pertinentes en cours ou à venir
- Le Pôle assure également une diffusion ponctuelle de tous les événements organisés par les PCN d'HEU avec une communication ciblée vis-à-vis des entreprises (PME et ETI) les plus à même de répondre à des appels européens sélectionnés,
- Le pôle organise, seul ou en collaboration avec d'autres acteurs (autres pôles, Smart Energy Alliance, réseau EEN...) des événements de réseautage entre entreprises françaises et acteurs industriels ou laboratoires étrangers;

3. L'accompagnement individualisé :

- En proposant un diagnostic des besoins en termes de financement de l'innovation et du niveau de maturité du projet et du potentiel porteur de projet
- En guidant le porteur de projet vers le guichet le plus approprié, en répondant à toute question administrative/juridique/financière relative au montage du dossier, en intervenant sur la technique de narration et en lui proposant une relecture critique du dossier afin d'identifier les points faibles potentiels à améliorer
- En aidant le porteur de projet dans la mise en relation avec des futurs partenaires européens
- En proposant un soutien à la rédaction du dossier, sous forme de prestation payante ou via un vivier de cabinets de conseil préqualifiés
- En donnant toutes les informations nécessaires sur les dispositifs nationaux et régionaux pouvant prendre en charge les coûts liés au montage de dossiers de financement européens.

❖ Descriptif détaillé de l'action :

Les objectifs opérationnels pour l'année 2024 sont les suivants.

1) L'animation du « club Europe »

Le rôle du club « Europe » est d'assurer une animation « financements européen » ciblée des membres du pôle. Le club rassemble les membres de Capenergies (une soixantaine en 2023) ayant une expérience ou une appétence à participer à des consortia européens.

Sa stratégie est déclinée sur 3 axes :

- Créer un réseau d'influence :

- Cartographier les experts de notre réseau (à travers la Commission et le club « Europe ») déjà présents dans les différents groupes de travail au niveau national et européen (ex : GTN et autres groupes miroir français, partenariats européens, ETIP SNET...) sur les thématiques clés du pôle (ex : hydrogène, EnR, stockage, réseaux intelligents, décarbonation...).
- Recenser, le cas échéant, les experts potentiels et promouvoir leur participation dans les différents groupes de travail mentionnés ci-dessus ou dans les jurys des projets européens (ex : base de données des experts de la Commission européenne).

- **Proposer des sujets ciblés pour alimenter les programmes de R&I européens**, en lien avec un savoir-faire local et permettant de mettre en avant l'excellence de la filière française. Le pôle pourra notamment proposer des ateliers ou des mises en relations entre experts et entreprises du pôle, pour faire connaître les domaines d'innovation, et faire remonter des idées de sujets.

- **Susciter l'intérêt et faire monter en compétences les membres par le partage d'expérience. Faciliter leur insertion dans des consortiums européens** (voir ci-après)

- Tel qu'amorcé en 2023, le pôle poursuivra l'**organisation d'ateliers hybrides ou en présentiel** itinérants sur les territoires, avec un programme permettant des rencontres B2B pour favoriser la participation de duos locaux « PME + laboratoire, collectivité ou grand groupe » à des consortia européens.

2) La participation à la détection des opportunités de financement européennes dans les domaines d'intérêt (innovation, transition énergétique & mobilité, inter-clustering) dans le cadre de la programmation financière européenne 2021-2027

Pour accroître les chances de succès de gagner des projets européens pertinents pour sa communauté le pôle agira comme suit.

- Participation aux activités du **Groupe de Travail National « Energie – Climat »**, notamment dans les phases amont d'élaboration des cahiers des charges des appels à projet Horizon Europe 2022.
- **Veille active sur la publication des différents appels à projets, tout programme confondu et, ce le plus en amont possible des publications** (Horizon Europe, Fonds pour l'Innovation, Fonds pour la Transition Juste, Clean Hydrogen Europe, Mécanisme d'interconnexion européen, Connecting Europe Facility – Energy et Transport, LIFE, Digital Europe, etc...)
- **Participation aux événements de présentation des programmes européens et de réseautage entre acteurs** (« brokerage events », etc.), voire l'organisation de rencontres de réseautage spécifiques vers des acteurs européens en recherche de partenaire français, dans des consortia compétitifs.
- Participation aux actions du CSF Nouveaux Systèmes Energétiques et de l'**Association Française des Pôles de Compétitivité** pour identifier des opportunités et bonnes pratiques.
- **Création et animation d'un réseau laboratoires ou partenaires clés en Europe (cible phase V)** pour faciliter l'insertion de PME françaises dans des consortiums à fort potentiel : 17 partenaires identifiés en 2023, via la Smart Energy Alliance

3) L'accompagnement actif des entreprises membres vers les guichets de financement européens

- La **diffusion régulière d'informations** sur les différents appels à projets et les dispositifs d'accompagnement associés éventuels (en particulier dispositifs régionaux), reprise mensuellement dans le RV Mensuel du pôle.
 - Le meilleur **ciblage des entreprises** motivées à candidater aux appels à projet européens, et la sensibilisation d'entreprises présentant un potentiel intéressant : un vivier d'entreprises sera actualisé.
 - **Un accompagnement dédié sera assuré vers le guichet dédié aux PME : EIC Accelerator**
 - **L'organisation de webinaires ou ateliers présentiels ciblés**, précédés si utile **d'appels à manifestation d'intérêt dédiés**, permettant de faciliter la bonne appropriation des appels à projet européens par les entreprises et laboratoires de recherche, notamment sur les thématiques hydrogène, smart grids, décarbonation des usages, mobilité.
 - **L'accompagnement individualisé** des membres intéressés, pour l'orientation vers les appels à projets pertinents, l'aide à la compréhension des cahiers des charges et conditions d'éligibilité, la structuration de projet, la recherche des partenaires potentiels, etc., y compris au moyen d'une orientation vers des **partenaires pré-qualifiés du pôle (cabinets de conseil spécialisés, etc.)** en cas de besoin pour la rédaction du projet.
 - La **collaboration avec les services de la direction générale Europe et coopération méditerranéenne et, le bureau de Bruxelles de la Région** pour aider au montage de réponse aux appels à projet par les entreprises de la Région, et contribuer à la structuration de partenariats en lien avec la Stratégie de Spécialisation Intelligente (S3) de la Région.
 - Le soutien des **initiatives de la Région vers les Institutions Européennes dans le domaine de l'énergie**
- 4) La **bonne exécution des engagements du pôle sur les 7 projets** dont il sera partie prenante en 2024 : Concerto Renov', H2Global, le e-DIH Move2Digital, FrHYge, H2Move, INVECCE, Garden ainsi qu'un voire deux nouveaux projets (sous réserve de financement): voir détail ci-dessous).
- 5) La recherche de nouvelles **participations directes du pôle dans le but de générer deux nouveaux projets Européens pour le pôle d'ici 2025.**

❖ **Livrables Europe**

Annexe - Détails sur les projets européens en cours

H2GLOBAL :

- **Informations générales** : COSME Clusters GO INTERNATIONAL, 30 mois, début : Sep 2021, budget Cap : 138k€, Coordinateur : The Foundation for the Development of New Hydrogen Technologies in Aragon (SP)
- **Sujet** : hydrogène
- **Rôle de Capenergies** : CAPENERGIES coordonne le groupe de travail n. 3 sur la stratégie d'internationalisation, notamment la partie mise en œuvre et missions
- **Partenaires** : The Foundation for the Development of New Hydrogen Technologies in Aragon (SP); EnergyIN: Competitiveness and Technology Cluster for Energy (PT);

Clust-ER: Energy and Sustainable Development Cluster of the Emilia-Romagna Region (IT);

Regional Pomeranian Chamber of Commerce: Cluster of Hydrogen Technologies (PL).

CONCERTO RENOV :

- **Informations générales** : programme LIFE 2021, 36 mois, début: nov 2022, budget Capenergies : 143 k€
- **Sujet** : Rénovation des logements
- **Rôle de Capenergies** : Coordinateur de l'activité de pré-qualification, mise en réseau et intégration de solutions innovantes pour intégrer les énergies renouvelables. Coordinateur du GT communication et dissémination
- **Partenaires** : Sonergia, Soliha federation, Soliha Jura, Soliha Landes

DIH – MOVE2DIGITAL :

- **Informations générales** : programme Digital Europe, 36 mois, début : jan 2023, budget Capenergies : 289 k€
- **Sujet** : Accompagnement à la digitalisation des PME
- **Rôle de Capenergies** : Mobilisation des PME membres à participer aux actions du DIH ; Coordinateur du WP5 (support à l'investissement)
- **Partenaires** : In extenso(coordonateur), EA éco entreprises, Eurobiomed, Innov'Alliance, Mer Méditerranée, SAFE, l'Université d'Aix-Marseille, l'Université Nice Côte d'Azur (en association avec l'INRIA), l'École des Mines de Saint-Etienne (Campus Georges Charpak Provence de Gardanne)

GARDEN

- **Informations générales** : PROGRAMME INTERREG – EUROMED 2021 - 2027, 33 mois, début : jan 2024 (si sélectionné), budget Capenergies : 374 k€ (financement 80%)
- **Sujet** : décarbonation des hubs agro-alimentaires ; Enjeux: modèles économiques durables de la chaîne logistique en ZFE, création de circuits logistiques bidirectionnels à faible empreinte carbone
- **Rôle de Capenergies** : Accompagnement des sites pilotes transition énergétique et évaluation croisée (WP3)
- **Partenaires** : 10 Partenaires, 7 pays: Université de Zagreb - coordinateur (Croatie), BATI (Bulgarie), Capenergies, Fab'lim (France), Consorcio de la Ribera (Espagne), ESTA, Université Polytechnique des Marches (Italie), Université Donja Gorica (Montenegro), CRES, Agence développement Heraklion (Grèce)

AXE 4 : EMPLOI – FORMATION

Les actions conduites par Capenergies en 2024, ont pour objectif de :

- Accompagner les entreprises sur la montée et l'adaptation des compétences de leurs salariés et dans le recrutement de futurs collaborateurs, notamment de personnes en situation de handicap.
- Préparer les futures compétences.

- Aider au déploiement des formations sur les métiers en tension afin de répondre aux attentes de l'écosystème.
- Accompagner les entreprises sur des projets de recrutement d'envergure à fort impact pour la région.

❖ **Descriptif détaillé de l'action 2024 :**

1) Accompagner les entreprises sur la montée et l'adaptation des compétences de leurs salariés et dans le recrutement de leurs futurs collaborateurs :

Les entreprises peuvent solliciter les équipes du Pôle pour être accompagnées individuellement dans leur phase de recrutement. Outre l'assistance à la rédaction de la fiche de poste et à la détermination du profil recherché, Capenergies peut mettre en relation le dirigeant avec les services de France travail (ex Pole Emploi) ou de l'APEC avec lesquels le pôle a passé une convention permettant de mobiliser gratuitement les ressources de ces organismes au bénéfice des entreprises pour un sourcing optimum.

Pour conduire ces actions, Capenergies s'appuie en effet sur plusieurs conventions passées avec des partenaires tels que la **BREA** (Banque régionale de l'Emploi et de l'Apprentissage), **France Travail** (ex pôle emploi) convention en cours de renouvellement pour 2024), **l'APEC** et **l'OPCO 21**.

Capenergies a été le premier pôle de compétitivité de la région SUD- Provence-Alpes-Côte d'Azur à mettre en place une convention de collaboration avec la BREA qui s'est concrétisée par la conduite d'actions au bénéfice des entreprises, actions qui seront poursuivies en 2024 pour :

- Promouvoir auprès des membres les volets emploi et apprentissage de la BREA,
- Alimenter cette plateforme en relayant les offres d'emploi proposées par les membres.
- Accompagner les entreprises dans la rédaction de leurs offres en vue d'un dépôt sur la BREA.

En 2024, Capenergies et France Travail devraient renouveler leur convention de partenariat pour 3 ans ce qui permettra de conserver une bonne dynamique de collaboration avec cette organisation.

France travail, France travail Handicap ou l'APEC, en fonction des besoins et des situations, pourront ainsi continuer d'intervenir avec Capenergies auprès des entreprises pour réaliser un diagnostic complet des méthodes de recrutements et des outils utilisés afin de leur proposer un plan d'actions personnalisé pour accélérer le recrutement et améliorer leur image employeur sur le marché du travail.

Capenergies assure également la mise en relation entre les acteurs régionaux du monde académique et les adhérents du Pôle afin de faciliter la connaissance du tissu économique, promouvoir les cursus de formation et permettre aux étudiants de candidater au sein des entités du territoire.

Ces mises en relation se poursuivront tout au long de l'année 2024.

Par ailleurs, et afin de faciliter les rencontres entre les recruteurs et les personnes en recherche d'emploi, Capenergies participe depuis plusieurs années à l'organisation de **Forums pour l'Emploi** en partenariat avec Pôle emploi, et les autres acteurs de l'emploi. A l'occasion de ces forums, le Pôle a la possibilité de tenir un stand pour le compte des TPE et PME qui proposent des postes et qui n'ont pas la possibilité d'être présentes.

En mars 2023, un forum sur l'alternance a été organisé aux côtés d'institutions telles que TVT Innovation et TPM. Cet événement avait réuni 27 entreprises, 124 étudiants (KEDGE BUSINESS SCHOOL, ISEN YNCREA MEDITERRANEE, UNIVERSITE DE TOULOU). Plus de 300 entretiens ont été réalisés pour 65 offres de contrats en alternance ainsi que 100 postes à pouvoir dans le département du Var.

Compte tenu de la réussite de cette manifestation, le pôle sera à nouveau aux côtés de TVT Innovation et TPM pour solliciter l'écosystème du Var afin de réitérer cette opération sur 2024.

2) Les actions en faveur de l'emploi et formation des personnes en situation de handicap :

Capenergies agit également en **faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap** en réponse aux attentes exprimées par plusieurs dirigeants d'entreprises sur le sujet.

Depuis 2016, le Pôle a mis en œuvre une convention de partenariat (renouvelable une fois 3 ans) avec l'Agefiph qui se terminera le 31/12/2023.

En 2024, n'étant plus financé par l'Agefiph sur l'accompagnement des membres pour favoriser l'emploi des personnes en situation de handicap, le pôle proposera aux membres n'ayant pas ou plus accès au service de l'Agefiph, une offre de service « plus », pour accompagner, maintenir et/ou faire évoluer leurs bonnes pratiques.

Ce service s'adressera en priorité aux nouveaux membres du pôle et notamment aux entreprises non éligibles aux services de l'AGEFIPH, telles que les PME de moins de 20 salariés ou celles en fin d'accord. Il visera notamment, comme précédemment, à aider les membres à définir le plan d'actions le plus efficace et adapté à leurs spécificités métier.

Le Pôle pourra selon des modèles économiques à définir :

- Aiguiller l'entreprise sur les différents services et interlocuteurs de France Handicap travail
- Favoriser le recrutement et le maintien dans l'emploi des salariés en situation de handicap en accompagnant les chefs d'entreprise vers les dispositifs d'aide existants
- Proposer des ateliers autour de : « Manager, comment intégrer et maintenir une personne en situation de handicap au sein de son service, équipe ».
- Former un « Ambassadeur Handicap » au sein de son entreprise.

Dans le cadre de son action RSE, Capenergies porte le **projet HUGO** qui correspond à la mise en œuvre d'un cursus de formation professionnelle Bac+5 en alternance dans le domaine informatique pour les personnes en situation de handicap, permettant l'obtention d'un Diplôme Master 2 délivré par Polytech Marseille. Ce programme regroupe maintenant 13 entreprises et grands groupes (10 à la création) qui ont tous confirmé la poursuite de leur engagement sur 2024. L'accès à l'emploi à l'issue de la formation est très positif (100 % des diplômés ont obtenu un CDI).

Depuis 2021, HUGO a été ouvert à d'autres acteurs académiques comme le CESI AIX et NICE ainsi que Ynov Campus qui accueille depuis 2022 des alternants. Cette évolution va permettre à des candidats de niveaux bac+2 à bac+4 d'accéder à une formation en alternance au sein du collectif.

L'Agefiph à travers la convention signée avec Capenergies pour le portage de ce projet, a confié au pôle le développement de ce projet, sur des niveaux inférieurs en informatique, ou sur d'autres compétences.

Une étude de faisabilité a permis de valider les niveaux et les secteurs en 2023.

Ainsi, un nouveau projet de formation est venu se greffer sur le programme Hugo, le programme ALTER Hugo, afin de faciliter l'accès à l'emploi à des alternants de niveau bac au sein d'un nouveau collectif d'entreprises (6) de plus petites tailles, dans les domaines de l'informatique et des ressources humaines.

En 2023, Capenergies à accompagner :

- L'accès à l'emploi des diplômés de la 6ème promotion lancée en 2021 au sein de Polytech et du CESI,
- La dernière année de la 7ième promotion (démarrée en septembre 2022),
- Le lancement de la 8ème promotion (lancement septembre 2023).

Sur 2024, le Pôle aura en charge le suivi de programme d'accompagnement d'une trentaine d'alternants répartis au sein de 19 entreprises de la Région.

Afin d'améliorer la visibilité des projets Hugo et Alter Hugo, et assurer leurs promotions, le pôle alimentera le site Web dédié à ces projets (mis en ligne depuis 2021).

Dans le même esprit, au cours de l'année 2023, une étude a été lancée pour évaluer la pertinence de créer un programme d'accompagnement de type HUGO sur le métier de l'instrumentation ou l'automatisation avec l'IRA (institut de Régulation et Automation). Selon les conclusions de cette étude, un nouveau programme pourra être lancé en 2024 sur cette compétence transverse aux industries de l'énergie.

3) Préparer les futures compétences

Après avoir participé en partenariat avec les grands acteurs industriels, la CCIMP, l'UIMM, la FFIE et l'Industrie Méditerranée à la réalisation en Région Sud d'une étude sur les métiers en tension dans la filière électrique (EDEC 2020) Capenergies contribue depuis 2021 au déploiement d'une ADEC (Action de Développement de l'Emploi et des Compétences) sur le territoire dans le but d'adapter l'offre de formation continue à l'évolution des emplois et des compétences de la filière.

Trois axes ont été retenus :

- Adapter l'offre de formation professionnelle continue à l'évolution des emplois et des compétences de la filière électrique –
- Développer l'attractivité de la filière électrique et de ses métiers auprès des jeunes, des salariés et des demandeurs d'emploi –
- Conforter le rôle des territoires dans l'anticipation des besoins en emplois et compétences et dans la gestion des parcours professionnels

D'une manière générale, le pôle contribuera à la réalisation de ces actions en s'impliquant dans le Comité de Pilotage et le Comité stratégique et en mobilisant, en cas de besoin, son réseau.

Capenergies pourra participer :

- A la remontée des besoins par la conduite d'entretiens auprès des entreprises du secteur, membres de Capenergies
- Au pilotage d'action en appui à l'OPCO2I
- A la présentation des résultats et des actions correctrices proposées aux membres du pôle.

Sur 2024, l'évolution des processus industriel vers la décarbonation des secteurs en transformation ainsi que la diversification de l'économie va nécessiter un effort conséquent d'adaptation des compétences des salariés, et exigera le développement de métiers en lien avec les technologies de décarbonation. La France bénéficie d'un Fond de Transition Juste (FTJ) de 1,03 milliard d'€ pour la période 2021-2027 répartie comme suit :

- un volet économique mis en œuvre par les conseils régionaux pour 70%
- et un volet emploi/compétences pour les 30% restants mis en œuvre par l'état via les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités.

L'éligibilité territoriale du FTJ est circonscrite à des territoires départementaux de 6 régions métropolitaines où se concentrent les émissions de CO2 d'origine industrielle. En région Sud, seules les Bouches du Rhône sont éligibles.

Pour accompagner cette évolution sur le bassin des Bouches du Rhône, qui touche un certain nombre de membres nous avons souhaité fin 2023 participer au programme FTJ emploi-compétences et répondre à AAP « découverte des métiers de la transition écologique » afin de promouvoir les emplois nécessaires à la transition énergétique et répondre aux besoins de recrutement et de compétences du territoire et de nos membres. Si le projet déposé était retenu, une action spécifique pourrait se mettre en œuvre pour 24 mois jusqu'en fin 2025.

Au niveau national, Capenergies poursuivra son implication dans le Groupe de travail « Compétences » du Comité Stratégique Filières Nouveaux Systèmes Energétiques qui travaille sur l'enjeu des compétences, de leur anticipation et des moyens pour faciliter le recrutement par les entreprises afin de valoriser au niveau national les actions engagées en Région Sud ou bien à l'inverse de proposer sur le territoire des actions qui auront prouvé leur efficacité dans les autres régions de France.

Par ailleurs, Capenergies participe au groupe de travail de France Hydrogène sur les compétences et au comité de pilotage du projet DEF'Hy, lauréat de l'AMI - CMA Compétences et Métiers d'Avenir, qui a rendu ses premières conclusions mi-septembre 2023 et poursuivra son action. Le pôle participera à la finalisation du projet régional de formation hydrogène qui sera déposé au même AMI-CMA de France 2030 début 2024 et à sa mise en place si le projet est retenu.

En complément, Capenergies poursuivra, en 2024, ses actions d'appui et de soutien aux acteurs du domaine formation présents sur ses territoires.

Deux projets portant sur des Ecoles de formation seront plus particulièrement suivis et accompagnés en 2024.

Le 1er projet concerne l'**Ecole de la fusion** qui correspond à la mise en place d'un cycle de formation, en français, généraliste et accessible à tous (Niveau BAC+2), d'une durée 1 semaine avec le matin des cours magistraux et l'après-midi des visites de labos et d'installations.

Cette école est ouverte depuis 2021, à Cadarache, aux industriels et institutionnels désireux de faire monter en compétences leurs salariés dans ce domaine.

L'accompagnement du pôle porte notamment sur :

- L'actualisation du modèle économique et, l'intégration de nouvelles entreprises bénéficiaires
- Une éventuelle prise en charge par des OPCO dans le cadre de la formation professionnelle continue,

- L'intégration au sein d'un cursus universitaire ou d'une grande école (ENSAM, Centrale...) en lien avec le campus des métiers d'excellence industrie du futur région Sud.

Le **deuxième projet** accompagné sera celui de **l'Ecole de Production des Energies du Sud** dédié au solaire sur le territoire de la Métropole Aix Provence Marseille et labellisé par le pôle en décembre 2021.

Cette EDP SOLAIRE réunit des acteurs privés (Tenergie, TOTAL Energies, ENGIE, DualSun, FNEP, EDF-Renewables, BAO Formation) et publics (Banque des Territoires, Région Sud, Ville de Marseille).

Les cursus sont :

- Formation Diplôme de niveau 3 - CAP Electricien de la Transition Ecologique ;
- Formation Diplôme de niveau 4 - Bac Professionnel technicien de maintenance des systèmes énergétiques et climatiques (TMSEC).

Le Public ciblé concerne les jeunes de 15-18 ans en difficulté et/ou décrochage scolaire ou désireux d'apprendre un métier

Le travail du pôle consistera à rechercher des entreprises du domaine solaire souhaitant intégrer le projet et accueillir des alternants et mettre en relation les porteurs du projet avec des institutionnels tels que l'Agefiph pour des financements permettant de consolider leur modèle économique tout en soutenant l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap.

Avec le Campus d'excellence des métiers Industrie du futur Sud, les premières actions de collaboration ont été instruites en 2021 en particulier dans le cadre de l'ADEC citée précédemment.

En 2023, les collaborations avec le Campus portaient sur d'une part, la mise en place d'actions facilitant le recrutement des alternants au sein d'entreprises et d'organismes positionnés dans domaine de la transition énergétique ; d'autre part, l'accompagnement des projets de formation régionaux notamment dans le domaine du nucléaire en liaison avec **l'Université des métiers du Nucléaire**, porté par EDF, qui vise à dynamiser les dispositifs de formation du secteur nucléaire, aux échelles régionale, interrégionale et nationale, en particulier sur les compétences critiques.

En 2024, ces actions pourraient prendre la forme d'événements, animés par le Campus et Capenergies, qui auraient pour but de faire découvrir les cursus de formation proposés et d'améliorer l'attractivité de la filière.

En amont de la formation, le pôle est partenaire de Forindustrie (un métavers pour promouvoir les métiers de l'industrie auprès des jeunes collégiens, lycéens, étudiants, leurs professeurs et demandeurs d'emploi). Capenergies accompagnera cette année encore la promotion de cette manifestation en mobilisant ses membres pour participer à cette opération de dimension Nationale.

Enfin, dans le domaine de la formation initiale, Capenergies poursuivra sa participation aux enseignements et aux Conseils d'Ecole :

- Du Master Gestion de l'Environnement et Développement Durable (GEDD) de l'IMREDD qui permet de former des ingénieurs généralistes de l'environnement,
- Du Master Centrale Engineers for smart Cities de l'IMREDD,
- De l'Ecole Paoli Tech de Corte dans son cycle de formation d'ingénieurs,
- Du Master de géographie TSA (Territoire, Sociétés, Aménagement) de l'AMU,
- Du parcours en apprentissage d'ingénieur spécialisé en mécanique et génie énergétique de l'ENSAM,
- Du cursus destiné aux étudiants de Polytech Marseille, en animant le module consacré aux énergies.

4) Accompagner les entreprises sur des projets de recrutement d'envergure à fort impact pour la Région.

Une giga-factory, opérationnelle dès 2025, produira à terme et à grande échelle des cellules et des modules photovoltaïques compétitifs, performants, fiables, durables et bas carbone.

Le projet, soutenu par les pouvoirs publics locaux, devrait permettre la création de 3000 emplois dans le département des Bouches du Rhône, ce qui suppose d'être en capacité de former en amont les salariés à recruter et d'aller rechercher les demandeurs d'emploi susceptibles d'intégrer ce secteur.

L'entreprise étant membre du Pôle Capenergies, elle souhaite que nous puissions, au regard de notre connaissance des acteurs de l'emploi, de la formation, du monde académique dans la région, au national et à la maille européenne, du secteur du PV, être un partenaire guidant dans la mise en place de sa stratégie de recrutement, de formation, et de politique RSE.

Capenergies sera sollicité pour participer aux différents Copils et contribuer à la construction de la stratégie de recrutement : Le pôle pourra faciliter la :

- Mise en relation avec des partenaires de l'emploi spécifiques.
- Mise en relation avec des réseaux de formation.
- Mise en relation avec des partenaires régionaux et locaux.
- Intervention sur des sujets RSE (mixité, les jeunes, les seniors, insertion, TH).
- Participation à l'organisation de JobDating
- Construction de l'Académie du solaire en projet (AMI CMA de France 2030).
- Promotion de la filière PV sur la région.

AXE 5 : ANIMATION THEMATIQUE

Les actions envisagées en 2024 par Capenergies continueront à **s'inscrire pleinement dans les objectifs généraux des SRDEII des territoires de mission**, des plans climat et pour ce qui est de la Région SUD.

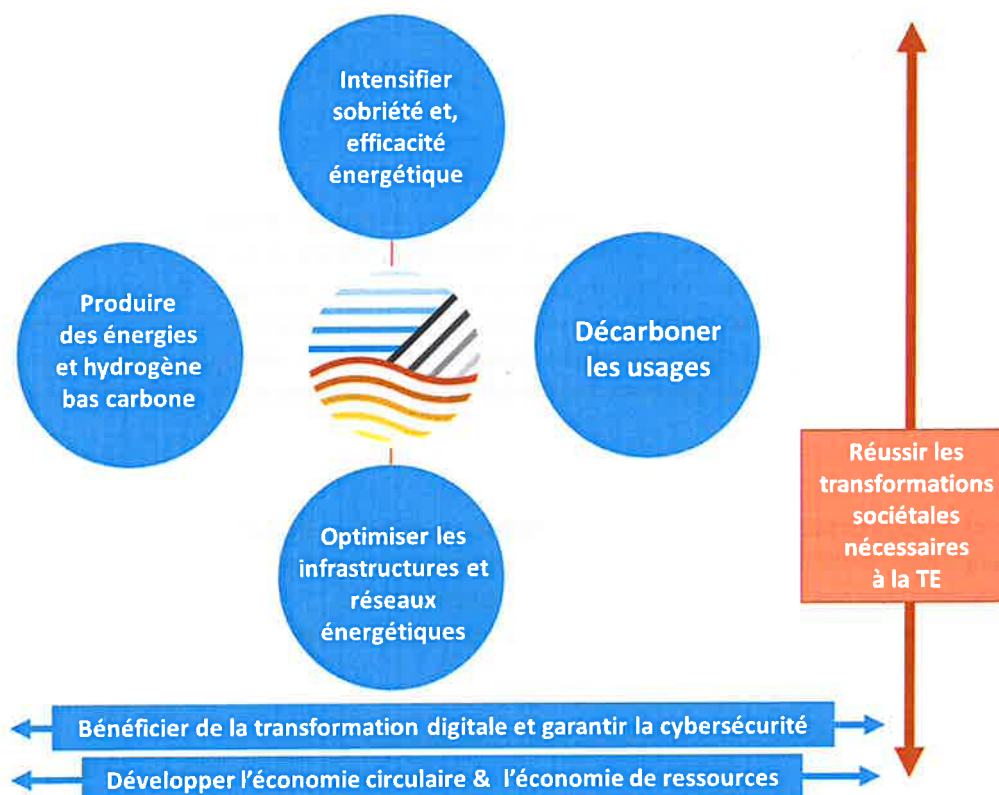
❖ Contexte et objectifs spécifiques :

La prise de conscience de la nécessité d'accélération des actions dans le domaine de la transition énergétique se traduit aujourd'hui de plus en plus dans les décisions de politique publique comme dans les stratégies des acteurs privés : **loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables** promulguée le 10 mars 2023, interdiction de vente de véhicules thermiques en 2035 adopté par le Conseil de l'Union Européenne du 28 mars 2023, **loi d'accélération des procédures liées aux installations nucléaires** promulguée le 22 juin 2023, **loi industrie verte** adoptée en première lecture le 23 juillet 2023, publication d'une feuille de route de décarbonation par le secteur aérien le 14 février 2023, etc.

La **loi de programmation sur l'énergie et le climat (LPEC)**, dont la publication est attendue d'ici à la fin de l'année, devrait permettre de définir une nouvelle stratégie nationale bas-carbone (SNBC) et programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) qui donneront un **cadre renouvelé** pour le développement des filières énergétiques sur les différents territoires.

Ces orientations génèrent un ensemble de **besoins d'accompagnement des parties prenantes en termes d'appropriation, de développement d'innovations** de divers types (technologique, mais aussi d'usage ou de modèle économique), **d'industrialisation, d'évolution des métiers et compétences, etc.**

Capenergies propose en 2024 de mener un certain nombre d'actions fortes pour répondre à ces besoins sur les différentes thématiques relevant de son périmètre d'intervention, conformément aux nouveaux domaines d'action stratégique et axes transverses de Capenergies 2023-2026 (phase V) décrits ci-dessous.



Capenergies continuera à contribuer très activement à l'animation des éco-systèmes sur l'ensemble de ces thématiques. Cela recouvre en particulier :

- La **contribution à l'animation des différents axes de la feuille de route de la Région SUD** en la matière, notamment dans le domaine de l'**Hydrogène**, des **Technologies avancées pour les Systèmes Energétiques** (énergie solaire photovoltaïque, éolien en mer flottant et systèmes énergétiques), du **Nucléaire** et de la **décarbonation de l'Industrie**, qui font l'objet de stratégie d'accélération nationales dédiées et sur lesquelles la Région Sud a des atouts spécifiques et des opportunités à faire valoir
- La **participation aux actions sur les enjeux d'attractivité du territoire**, de **résilience / relocalisation des filières industrielles**, d'**installation de nouvelles usines industrielles**, et de diversification des entreprises vers les activités d'avenir, porteuses de création d'emplois.
- L'**accompagnement des porteurs de projet aux différents dispositifs spécifiques des territoires d'intervention** (accélération par le plateau OIR et Comité d'Ingénierie Financière de la Région Sud, Fonds de Participation Projets, etc.) qui bénéficient aux acteurs sur tout le territoire
- L'accompagnement à l'émergence, à la structuration, au financement et à la mise en œuvre des projets d'innovation, tel que détaillé dans l'Axe 1, et la participation aux groupes de travail associés, en particulier dans le cadre de l'**expérimentation pilote Etat-Région France 2030**, avec notamment une participation active aux cellules hydrogène – énergies renouvelables, décarbonation de l'industrie, décarbonation du maritime.
- La **veille sur l'évolution des enjeux de la transition énergétique et de décarbonation de l'activité économique** aux niveaux national et européen et sur les entreprises stratégiques des filières énergétiques bas-carbone des territoires d'intervention.

La participation directe de Capenergies aux travaux du **Comité Stratégique de Filière (CSF) Nouveaux Systèmes Energétiques (NSE)** et de **France Hydrogène**, et les interactions de Capenergies avec tout un **réseau de partenaires thématiques nationaux** (ATEE, Think Smart Grids, Smart Building Alliance, Envirobat BDM, Cinov, France Agrivoltaïsme, ALLICE, Instituts Carnot, IRT & ITE, réseau PEXE, Nuclear Valley, etc.) permettra au Pôle de faire bénéficier les différentes instances et groupes de travail régionaux d'**informations qualifiées concernant les démarches filières nationales**, et ainsi de permettre une meilleure anticipation et articulation des initiatives régionales avec les impulsions de niveau national.

❖ Description détaillée des actions

1) Sobriété et efficacité énergétique

Contexte :

La France et l'Europe ont connu, depuis l'automne 2021, une crise du prix de l'énergie, avec une hausse, inédite depuis plusieurs décennies, des prix du gaz, et en cascade de l'électricité. Même si les tarifs de marché de l'énergie sont revenus à des niveaux plus raisonnables, **le coût de l'énergie va continuer à évoluer structurellement à la hausse**, en raison notamment des investissements importants à réaliser sur les installations de production comme sur les réseaux. Par ailleurs, des **limites en termes notamment de matières premières critiques** apparaissent de plus en plus clairement pour le développement des solutions bas carbone. En conséquence, les enjeux de sobriété et d'efficacité énergétique demeurent cruciaux.

Etat des lieux :

Capenergies accompagne depuis très longtemps des offreurs de solutions de **maîtrise de la demande énergétique et d'efficacité énergétique**, à différents niveaux des chaînes de transformation de l'énergie, dont l'équation économique est d'autant plus favorable que le prix du gaz et de l'électricité est élevé.

Depuis 2022, Capenergies a intensifié ses actions vers les acteurs économiques (entreprises et collectivités) afin de diffuser des repères et valoriser des solutions.

Les actions principales envisagées pour l'année 2024 dans ce domaine sont :

- a) L'organisation de temps d'échange (webinaires ou séquences dédiées lors d'événements particuliers) et/ou la participation à des événements organisés par des tiers, y compris acteurs des sciences humaines et sociales, permettant de transmettre un certain nombre de **repères de connaissance, d'appropriation, de méthode et de mécanismes de financement** en la matière
- b) **L'accompagnement des démarches et des projets innovants** pour intensifier la sobriété et l'efficacité énergétique dans les différents domaines d'activité
- c) La poursuite d'une **animation spécifique avec les bureaux d'étude et cabinets d'ingénierie** visant à la fois à mieux faire connaître à ces acteurs relai essentiels un certain nombre de solutions innovantes émergeant sur le marché, et à identifier des leviers d'accélération des actions de sobriété et d'efficacité énergétique à partir d'une analyse partagée des freins de différentes natures (économiques, techniques, culturelles, organisationnelles, etc.) (voir aussi décarbonation de l'industrie).

2) Hydrogène

Contexte :

La dynamique, enclenchée depuis quelques années, autour du développement de l'hydrogène bas carbone pour la décarbonation de certains procédés industriels et de certaines mobilités, a été confortée en 2020 par l'annonce d'un **plan de soutien national historique**, initialement doté de 7,2 milliards d'euros et complété jusqu'à 10Mds€. Ce plan national, articulé au plan européen sur le sujet, crée les conditions d'un changement d'échelle des projets Hydrogène initiés en Région. L'Association **France Hydrogène**, qui rassemble l'essentiel des acteurs industriels nationaux dans le domaine, a créé en novembre 2020 des **délégations régionales**, dont une en Région Sud, **animée depuis l'origine par la Directrice Générale de Capenergies**, qui anime de plus, depuis juin 2021, un « **comité de bassin hydrogène** » sur le territoire de Marseille-Fos-Manosque et a lancé en 2023 un Groupe de Travail Axe Méditerranée Rhône Saône, animé par la déléguée Rhône Méditerranée de GRTgaz, en tant que membre de France Hydrogène (la CCI du Var participe à la délégation régionale).

Etat des lieux :

Depuis 2016, Capenergies accompagne les principaux projets structurants H2 en Région Sud et Corse, et anime l'écosystème de la filière, autour notamment du **club H2Sud** que Capenergies a mis en place en 2018, en lien avec les instances nationales et européennes dans le domaine.

Capenergies offre une **passerelle entre les initiatives nationales et européennes, les écosystèmes hydrogène régionaux, les services des Régions et des métropoles (et l'Etat : préfectures et DREETS)**. Depuis l'été 2021, Capenergies a aussi assuré le rôle d'intégrateur neutre des données relatives à la construction de la trajectoire du bassin hydrogène Marseille-Fos-Manosque et a joué un rôle central dans le groupe de travail constitué à cet effet.

Les actions principales envisagées pour l'année 2024 dans ce domaine sont :

- a) Une contribution active aux différentes **instances de coordination et de gouvernance** que la Région Sud a mis en place ou projette de mettre en place (comité stratégique hydrogène et groupes de travail associés) pour la mise en place opérationnelle du plan d'action Hydrogène
- b) L'animation de l'écosystème « hydrogène » en région avec notamment :
 - L'animation du **club H2SUD**, permettant d'entretenir et d'amplifier l'écosystème autour du développement de la filière H2 en région, avec en 2024 l'organisation prévue de plusieurs rendez-vous thématiques sur les enjeux de structuration de la filière hydrogène.
 - L'animation de la **Délégation Régionale de France Hydrogène** en région Sud et sa participation à la délégation Corse, territoire avec lequel des interactions sont possibles.
 - L'animation du **comité de bassin hydrogène Fos-Marseille-Manosque**, et la **supervision du groupe de travail MERS (Méditerranée Rhône-Saône)** dans le cadre du développement du port fluvio-maritime Lyon Marseille.
 - La mise en relation et le cas échéant la **fédération des acteurs régionaux auprès des instances nationales (ADEME, Task Force interministérielle, SGPI, Ministère, Commission de Régulation de l'Energie etc.) et européennes** en lien avec le bureau de Bruxelles de la Région.
 - La participation directe, en tant que partenaire d'animation notamment sur les enjeux hydrogène, au **programme SYRIUS**, lauréat de l'Appel à Projet national ZIBAC, porté par l'Association PIICTO.
- c) L'accompagnement des projets hydrogène avec notamment :
 - **L'accompagnement des projets innovants susceptibles de bénéficier des différents dispositifs nationaux et européens d'aide à l'innovation**, en particulier l'AAP ADEME dédié « briques technologiques », le nouveau programme prioritaire de recherche ANR dédié et les AAPs européens Green Deal
 - L'accompagnement à l'**émergence** et au **montage d'écosystèmes Hydrogène**, susceptibles de bénéficier de l'AAP ADEME dédié
 - La contribution à la consolidation et au développement d'une **offre de formation régionale** en matière d'hydrogène en lien avec les acteurs régionaux par l'accompagnement le cas échéant d'une candidature à l'**Appel à manifestation d'intérêt « Compétences et Métiers d'Avenir »**, dans le prolongement de l'initiative prise par Capenergies en 2023 de susciter un portage de cette candidature via l'analyse des conditions de montage d'un tel projet par le plateau d'accompagnement de l'OIR Energies de Demain et le Campus d'excellence Industrie du futur Sud qui en serait le porteur (voir axe Emploi-Formation)
 - L'accompagnement à la construction et à la mise en œuvre des **stratégies et projets hydrogène des Collectivités**
- d) L'accompagnement au développement de la filière hydrogène avec notamment :
 - La mise à jour de la **cartographie des acteurs et projets H2** territoriaux
 - La participation au projet OPHARM 2 (Offshore Production of Hydrogen Analysis and RoadMap), piloté par France Energies Marines, qui fait suite au projet OPHARM qui a permis d'élaborer une grille d'analyse approfondie des configurations technico-économiques de production d'hydrogène à partir d'énergie éolienne flottante avec deux cas d'usage en Méditerranée.
 - La participation à l'évènement **Meet4Hydrogen** et la conférence Hyport 2024 à Toulon, ainsi qu'au salon **Hyvolution**, sur lequel un stand mutualisé sera organisé avec les membres du pôle (voir Action C).

3) Energies renouvelables (solaire, bioénergies, etc.)

Contexte :

La **Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE)**, qui devrait être révisée au début de l'année 2024 dans la suite de l'adoption de la Loi de Programmation Energie Climat prévue d'ici la fin de l'année 2023, visera des **objectifs ambitieux**

en termes de développement d'énergies renouvelables (solaire, éolien, chaleur et gaz renouvelable, etc.) afin de tendre vers la neutralité carbone en 2050. La loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables, qui a commencé à se décliner en 2023 (création d'un portail de recensement des zones propices, mise en place de comités régionaux de l'énergie, dont celui de la Région Sud dont Capenergies devrait faire partie), devrait aider à lever un certain nombre de freins « organisationnels » notamment, mais le défi reste difficile comme l'indique par exemple le retard de la région Sud en termes de développement du solaire photovoltaïque, et deux enjeux majeurs apparaissent : l'enjeu de souveraineté industrielle et l'enjeu d'optimisation des ressources et du foncier.

Etat des lieux :

La **souveraineté industrielle** et la **compétitivité économique** des acteurs des chaînes de valeur des différentes énergies renouvelables sont de plus en plus reconnues comme un enjeu majeur, avec des initiatives publiques et privées lancées ces deux dernières années, que ce soit au niveau européen (plan dit « RePowerEU »), ou au niveau national, avec par exemple le projet phare de **(re)-création d'une filière française intégrée** de production de panneaux solaire photovoltaïque de la société CARBON sur le territoire de Marseille-Fos. L'**enjeu d'optimisation des ressources, ressources foncières, naturelles comme ressources minérales critiques**, fait par ailleurs apparaître un besoin d'innovation pour limiter l'impact des énergies renouvelables sur l'environnement. Les acteurs régionaux de la chaîne de valeur sont soumis à une concurrence très vive, mais la présence d'équipes de R&D de niveau international dans de nombreuses domaines pertinents, et d'entreprises dynamiques dans le secteur doit permettre de tirer le meilleur parti du potentiel régional. Capenergies se propose d'y contribuer **en accompagnant les différents acteurs et les gisements d'innovation pertinents**, et en particulier ceux susceptibles :

- d'accroître le ratio performance / coût des énergies renouvelables en région
- de permettre une meilleure intégration des énergies renouvelables dans les éco-systèmes naturels et humains
- de faciliter les synergies avec les activités des secteurs agricoles / viticoles
- de faire émerger de nouveaux modèles d'affaires

Les actions principales envisagées pour l'année 2024 dans ce domaine sont :

- a) **L'accompagnement des projets innovants** susceptibles de bénéficier des différents dispositifs régionaux, nationaux et européens d'aide à l'innovation, **en particulier ceux qui alimentent la stratégie d'accélération TASE de France 2030**
- b) **L'accompagnement au développement des filières industrielles** concernées, avec notamment :
 - o La **veille** sur l'évolution du contexte et **enjeux associés pour les acteurs régionaux**
 - o La détection, en relation avec l'écosystème des acteurs de terrain, des **opportunités sur les chaînes de valeur** de chacune des filières en question, et des freins / verrous à lever pour le développement économique des activités
 - o L'accompagnement des porteurs de projet vers les **opportunités de la stratégie d'accélération TASE ou autres**
 - o L'accompagnement des **projets structurants** dans le domaine, en lien avec les structures et outils régionaux (référencement OIR, FIER, Fonds de Participation « Terra Née » en région Sud, etc.)
- c) La participation à l'**animation des écosystèmes des acteurs régionaux** des différentes filières pour le développement de la **compétitivité**, avec notamment :
 - o L'animation du **club Innov'solaire**, initié en 2022, dont les rendez-vous trimestriels permettant des partages d'expérience et des focus thématiques alimentés par les acteurs des différents segments de la chaîne de valeur semblent appréciés par les nombreux participants
 - o La poursuite de l'animation avec EA Eco-entreprise du **groupe de travail solaire et biodiversité**
 - o La poursuite avec Innov'Alliance d'actions communes autour du **couple solaire-agriculture**
 - o L'organisation d'ateliers dans le domaine des **bioénergies**, dans le prolongement des rencontres initiées en 2023 et qui ont semblé correspondre à un besoin de l'écosystème régional, en lien avec l'aide à l'émergence de projets innovants, en particulier collaboratifs, dans le domaine (notamment gazéification hydrothermale avec potentiellement un projet de démonstrateur)
 - o Le cas échéant, l'organisation d'événements dans d'autres domaines comme la **géothermie, l'hydro-électricité**, etc.

4) Nucléaire

Contexte :

La production d'électricité nucléaire joue un rôle majeur dans le mix énergétique français, avec aujourd'hui quatre enjeux majeurs, à savoir **l'exploitation et la maintenance du parc existant sur une durée allongée dans les meilleures conditions de sûreté**, le **renouvellement partiel du parc** (programme EPR2), le **développement de réacteurs innovants**, notamment les réacteurs modulaires de petite taille qui représentent l'une des 10 priorités de France 2030, et la **préparation des opérations de démantèlement**.

Par ailleurs, ITER, projet phare, au niveau international, de la communauté de recherche sur la production d'énergie de fusion nucléaire, est en train de se construire sur le site de Cadarache dans les Bouches-du-Rhône, avec l'assemblage machine qui a commencé en 2020, pour viser un début des expérimentations à l'horizon 2030.

Etat des lieux :

Un **important tissu d'acteurs intervenant dans le domaine nucléaire** est présent en région, en lien à la fois avec les activités de conception, exploitation et maintenance du parc de réacteurs de fission (Division d'Ingénierie du Parc en exploitation de la Déconstruction et de l'Environnement d'EDF, Centrale de Tricastin au nord de la région, CEA Cadarache, entreprises associées, etc.) et avec les activités en développement autour du projet ITER. Capenergies a réalisé en 2022 une analyse d'opportunité, qui a alimenté une étude chaîne de valeur commandée par la Région Sud, et participe activement au groupe de travail mis en place à cette occasion. Capenergies a par ailleurs créé en 2023 un club nucléaire qui réunit trimestriellement des acteurs régionaux et nationaux sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

Les actions principales envisagées pour l'année 2024 comprennent notamment :

- a) La poursuite de l'organisation de rencontres thématiques, accompagnées le cas échéant de visites d'installations, dans le cadre du **club nucléaire** ; il est proposé en particulier de traiter des sujets pour lesquels des opportunités particulières ont été identifiées en région, notamment dans les domaines de **l'instrumentation**, de la **robotique-télémanipulation**, et de **l'ingénierie système**
- b) **L'accompagnement de l'écosystème régional des acteurs de la filière du nucléaire** vis-à-vis des différentes opportunités issues du nouveau contexte autour du nucléaire et plus généralement du besoin fort de sources primaires d'électricité et de chaleur pour réaliser la transition énergétique, en lien avec le pôle Nuclear Valley, avec lequel un partenariat renforcé a été établi, et plus généralement avec tous les acteurs nationaux du domaine (Comité Stratégique de Filière Nucléaire, GIFEN, etc.)
- c) **L'accompagnement de l'étude d'opportunité de l'implantation d'un SMR nucléaire calogème (Small Modular reactor)** pour répondre aux besoins de décarbonation de la zone industrielle de Marseille-Fos
- d) La mise en relation avec les actions du **Campus d'excellence des métiers industrie du futur Sud** et de **l'Université des métiers du nucléaire**, notamment, pour répondre aux difficultés de recrutement des entreprises (voir axe Emploi-Formation)

5) Décarbonation des usages en lien avec l'énergie

Contexte :

La **Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC)**, adoptée en 2015, révisée en 2019, et en préparation de nouvelle révision dans la suite de la Loi de Programmation Energie Climat qui devrait être adoptée en début d'année 2024, fixe désormais un objectif de neutralité carbone en 2050, avec des **objectifs précis de décarbonation des usages de l'énergie, en particulier dans le domaine des transports, de l'industrie, des bâtiments et de l'agriculture** à l'horizon 2030. Le plan de relance, le PIA 4 et maintenant France 2030 ont permis de renforcer l'action publique de soutien à l'innovation dans le domaine, avec un certain nombre de feuilles de route de décarbonation établies avec les différentes filières sectorielles. Au niveau européen des financements spécifiques sont aussi accessibles (Innovation Fund, Fond de Transition Juste pour le département des Bouches du Rhône etc ...).

Etat des lieux :

Capenergies a identifié depuis plusieurs années que l'enjeu de la transition énergétique ne réside pas uniquement dans le développement de production d'énergie décarbonée, mais aussi dans la décarbonation des usages de l'énergie. Le pôle porte depuis 2016 une animation régionale sur la **mobilité décarbonée**, avec la création du club mobilité durable en 2018 (et l'animation de Energy4SmartMobility, évènement européen à Marseille de 2017 à 2021). Le pôle a amplifié depuis 2021 son action pour la **décarbonation des secteurs industriels**, avec notamment en 2022 une action conduite en associant les autres pôles, clusters et organisations représentatives régionaux sur le diagnostic émissions de gaz à effet de serre, et la co-animation depuis 2023 du **programme Sirius**, lauréat de l'appel à projet zone industrielle bas carbone, en lien avec l'association d'industriels PIICTO, coordinateur du programme, le cluster Novachim et le GPMM, avec le soutien de la Métropole Aix-Marseille et de la Région Sud. Et la contribution à l'organisation de la journée Je Décarbone organisée par le CSF-NSE à l'hôtel de Région en juin 2020 Le pôle intervient par ailleurs régulièrement sur les enjeux de **décarbonation du bâti** ou ponctuellement sur la décarbonation de l'agriculture.

Les actions principales envisagées pour l'année 2024 comprennent notamment :

- a) **L'accompagnement des démarches et des projets innovants pour la décarbonation de l'industrie et grandes infrastructures** (ports, aéroports), pour tous les aspects relevant des enjeux énergétiques, en articulation avec les acteurs de réseau des différents secteurs industriels, avec en particulier
- La co-animation du **programme Sirius** de décarbonation de la zone de Marseille-Fos, avec notamment le **pilotage du bloc thématique « vecteurs énergétiques/réactifs et infrastructures »** et la préparation de l'action à l'issue de cette phase d'études
 - L'organisation de temps d'échange (webinaires ou séquences dédiées lors d'événements particuliers) et/ou la participation à des événements organisés par des tiers, en lien avec les enjeux particuliers de certains secteurs industriels (par exemple agro-alimentaire, etc.), permettant de transmettre un certain nombre de repères de connaissance, de méthode et de mécanismes de financement en la matière et de faire témoigner des offreurs de solutions,
 - La participation aux initiatives prévues en 2024 dans la suite de la démarche **« Je décarbone »** du Comité Stratégique de Filière Nouveaux Systèmes Energétiques et notamment la **mise en relation entre industriels et porteurs de solutions innovantes de décarbonation**
 - L'organisation d'une animation spécifique avec les bureaux d'étude et cabinets d'ingénierie visant à la fois à mieux faire connaître à ces acteurs prescripteurs un certain nombre de solutions innovantes émergeant sur le marché, et à identifier des leviers d'accélération des actions de décarbonation des différentes industries à partir d'une analyse partagée des freins de différentes natures (économiques, techniques, culturelles, organisationnelles, etc.)

Le pôle est également membre du consortium retenu par la Région pour mettre en œuvre le **parcours Sud Industrie 4.0 Carbone**, afin que la dimension transition énergétique incluant la décarbonation soit mieux prise en compte et que des solutions proposées par des acteurs régionaux, les membres du pôle en particulier, soient valorisées.

- b) **L'animation de l'écosystème de mobilité décarbonée en région** avec notamment :

- L'animation du **club mobilité durable**, permettant de rassembler les acteurs de l'écosystème mobilité durable en région (offeurs de solutions, porteurs de projets, collectivités territoriales et autres donneurs d'ordre, etc.), en particulier sur les enjeux liés à la décarbonation des mobilités. En 2024, une poursuite des actions sera proposée dans le domaine de **l'aérien (avec le pôle Safe)** et du **maritime (avec le pôle Mer)**. Plusieurs focus possibles seront animés : carburants de synthèse, économie circulaire des équipements (régénération / réemploi, recyclage batteries, retrofit de véhicules, etc.). Pour le terrestre, un focus sera donné sur le V2G et ses déclinaisons possible (nouveau développement en basse puissance, V2H, V2Building...)
- La **co-animation**, avec la Région et l'ADEME, du **Groupe de Travail logistique décarbonée** dans le cadre des Ateliers Régionaux de la Logistique (ARL), permettant de faciliter le bon développement de la mobilité durable dans le secteur de la logistique avec les impacts attendus en terme de décarbonation et aussi d'amélioration de la qualité de l'air, notamment dans les zones urbaines.

- La réalisation d'un évènement sur le thème « **couplage PV – mobilité** » en région AURA avec le pôle CARA, dans la suite logique de l'évènement du 3 octobre 2023 à Mougins, dans le cadre de la prestation pour SAP labs, l'ADEME et l'UTC
 - La participation éventuelle à l'accompagnement d'une étude de **décarbonation des différents MIN de la Région** (Arnavaux, Cavaillon, Chateaurenard, La Baronne).
- c) L'accompagnement des démarches de **décarbonation de l'agriculture**, que ce soit par des projets de mise en synergie du déploiement des énergies renouvelables en lien avec l'adaptation des activités agricoles au changement climatique (par exemple ombrage photovoltaïque des cultures), et/ou par des démarches de décarbonation de l'activité agricole elle-même.
- d) L'accompagnement des démarches de **décarbonation des bâtiments, en lien avec des parties prenantes** :
- en facilitant notamment la mise en relation des donneurs d'ordre avec l'ensemble des offreurs de solutions innovantes de l'écosystème Capenergies, notamment dans le cadre du projet LIFE Concerto Renov dans lequel Capenergies a un rôle de recensement des solutions pour la rénovation énergétiques
 - l'organisation d'un **évènement commun avec le pôle Tenerdis sur l'intégration de la mobilité électrique dans les bâtiments** (à confirmer).

6) Systèmes énergétiques optimisés

Contexte :

La crise énergétique de 2022, outre le risque de pénurie en électricité durant l'hiver, a été marquée par une montée des prix spot jusqu'à 1000 €/MWh. Pour les entreprises, la part de l'énergie qui représentait en moyenne 2,5% de la facture énergétique est alors passée à plus de 10% et les prix resteront probablement élevés dans la durée, avec un prix spot en moyenne 2 à 3 fois plus élevés que les années précédentes. Outre la nécessité de mobiliser les acteurs de la filière pour déployer des solutions « d'urgence » à court terme, il s'agit maintenant de déployer des solutions à moyen terme pour maîtriser sa dépense énergétique tout en réduisant l'impact carbone (mise en œuvre de solutions d'efficacité énergétiques, autoconsommation, flexibilité...).

En 2024, le pôle poursuivra l'animation des systèmes énergétiques optimisés dans le cadre de ses domaines d'action stratégique, en lien avec les besoins à court et moyen terme pour faire face à la crise énergétique et accélérer la transition énergétique d'une part, en cohérence avec la stratégie d'accélération TASE et le plan solaire de la Région d'autre part.

Etat des lieux :

Capenergies a accompagné plusieurs projets sur les AAP TASE, dont le projet Planeterr porté par RTE, et le Projet Démonstrateur Architecture Electrique Hyvence sur le courant continu. Le pôle a également fait partie du jury pour une dizaine de dossiers sur les réseaux énergétiques. Les guichets TASE seront à nouveau ouverts en 2024, avec une première échéance en mars 2024. Et Capenergies continuera également son action dans le cadre du CSF NSE (plan d'action du CSF en cours de construction).

Les objectifs et actions opérationnels proposés pour l'année 2024 comprennent notamment :

- a) **Le suivi des projets** :
- Outre la participation à la cellule France 2030 TASE organisée par la Région et la DREETS, les Services « Développement des Filières Stratégiques » et « Transition Energétiques » de la Région Sud et Capenergies se réuniront régulièrement pour évaluer l'état d'avancement des projets historiques ou en cours suivis également par la Région (exemples : projets accompagnés dans le cadre du dispositif France 2030 et/ou plateau des OIR), et faire un bilan des actualités et activités en cours.
- b) **L'émergence, la coordination et la fertilisation de nouveaux projets** pour soutenir le développement des systèmes énergétiques optimisés notamment en lien avec les secteurs « end user » : agriculture, industrie, bâtiment. Avec l'appui des grands donneurs d'ordre (Enedis, RTE, GRTGaz, collectivités...), le pôle animera l'écosystème dans le but de favoriser l'émergence de projets collaboratifs. L'objectif de cette action est de

proposer plusieurs grands projets (que ce soit des projets de R&D collaboratifs ou des projets de déploiement) pouvant faire l'objet d'une accélération dans le cadre des OIR.

c) Animation du club « Systèmes énergétiques »

Lancé en 2022 dans la continuité du programme Flexgrid (2017-2021), le club « systèmes énergétiques » rassemble environ 130 membres (dont 55 PME, 10 ETIs, 8 grands groupes et 26 laboratoires), dont l'animation permet :

- Le partage d'informations clés sur les actualités (évolutions réglementaires) et les opportunités (appels d'offre, guichets de financements, plateformes d'innovation...),
- Le retour d'expériences et l'appui à l'émergence de projets : partage de la connaissance, organisation d'ateliers thématiques (ex : autoconsommation, stockage...), et l'accompagnement à la formalisation de projets, la prise en compte des aspects liés aux utilisateurs finaux (acceptabilité), notamment en lien avec la stratégie d'accélération TASE.
- L'adaptation des formations/compétences aux nouveaux besoins des entreprises pour faciliter le recrutement en lien avec l'étude ADEC lancée suite à l'EDEC et le Campus d'excellence des métiers et des qualifications Industrie du futur.
- L'Europe et l'international : aider les entreprises à participer à des consortiums européens et à participer à des missions à l'export

Des acteurs externes sont invités. Parmi ceux-ci, citons :

- Au niveau local : l'ADEME régional, les CCI, les métropoles, la DREAL, la DREETS, les autres pôles de la Région...
- Au niveau national : le Comité Stratégique de Filière Nouveaux Systèmes Énergétiques, la Commission de Régulation de l'Énergie, les directions nationales de l'ADEME, l'Agence Nationale de la Recherche Technologique, l'association Think Smart Grids ou les autres pôles et clusters en lien avec la smart énergie.

Les actions du club ont vocation à contribuer de manière significative aux actions récurrentes du pôle telles que décrites aux points a) et b) précédents.

Action spécifique 2024 du club systèmes énergétiques : le **couplage intersectoriel** (en particulier les réseaux de chaleurs couplés à des systèmes de pilotage hybride électricité/chaleur), le stockage, la **cybersécurité**, les **communautés énergétiques** (en lien avec les évolutions réglementaires attendues sur l'autoconsommation collective, la **flexibilité** (ex : services liés au raccordement des utilisateurs producteurs ou consommateurs), et enfin le suivi des projets sur le courant continu tel que déjà amorcé en 2023.

Enfin, le pôle pourra également contribuer à certains jurys Ademe, comme cela a été le cas en 2022 et 2023 pour les AAP TASE PME, DEMO TASE, et TASE INDUS.

7) Accompagner la transformation digitale du secteur de l'énergie

Contexte :

La transformation digitale du secteur de l'énergie ouvre de nouvelles opportunités de développement de nouveaux services par la mise à disposition d'un grand nombre de données. Les entreprises doivent également s'adapter pour accéder à la transformation numérique et gagner en compétitivité (ou tout au moins maintenir sa compétitivité). Au vu de l'importance croissante de la digitalisation du secteur de l'énergie, Capenergies offre à ses membres des actions de sensibilisation et accompagnement spécifiques.

Etat des lieux :

Depuis la phase IV, Capenergies a renforcé son action en partenariat avec SCS voire d'autres pôles (Digital Innovation Hub, Diagnostic Flash IA, digital sensibilisation, Smart City Territory Innovation Day). Capenergies a d'ailleurs été à l'initiative de plusieurs actions sur la cybersécurité dès 2021 dont la finalité est de permettre des échanges et une montée en compétences collective et croisée des filières énergie et digitale, notamment à destination des PME avec l'appui des grands groupes. Ces actions nécessitent d'être poursuivies pour anticiper les évolutions réglementaires (directive NIS2), contribuer à la résilience des systèmes énergétiques au sens larges, et lutter contre la cybercriminalité.

Les objectifs et actions opérationnels proposés pour l'année 2024 comprennent principalement des actions réalisées en collaboration avec le pôle SCS dans un objectif de fertilisation croisée des deux écosystèmes de l'énergie décarbonée et du numérique, pour répondre à la réglementation, identifier des gisements d'économie d'énergie (sobriété), pour augmenter la résilience des entreprises et des territoires, tout en appliquant les principes de souveraineté numérique.

Dans la suite logique des actions et événements déjà réalisées en 2023, plusieurs actions ont été identifiées:

- **Action spécifique cybersécurité:** organisation d'un ou plusieurs ateliers (en présentiel ou en webinaire) de sensibilisation à la cybersécurité et information sur les nouvelles exigences réglementaires. Des offreurs de solution cyber, des entreprises de l'énergie (PME ayant des besoins et grands groupes ayant des bonnes pratiques à partager) pourront se rencontrer pour échanger sur les problématiques et les solutions pour renforcer la cybersécurité et répondre aux exigences réglementaires, de résilience et de souveraineté (suite à l'adoption par le parlement européen du "Cyber Résilience Act"). La promotion spécifique de l'AAP Cyber PME sera assurée dès sa publication en cohérence avec le GT Cybersécurité du CSF-NSE.
- **Action Jumeaux numériques et IA appliquée à l'énergie :** l'objectif est d'accompagner les systèmes énergétiques comprenant une combinaison d'installations physiques et virtuelles, pour lesquels des offreurs de technologies logicielles et matérielles basées sur l'IA peuvent offrir des solutions de gestion optimisée dans des environnements opérationnels (ex : prédiction des productions et consommations, optimisation de la production de parcs de production photovoltaïque/éolien en fonction des prix de marché, optimisation de la maintenance...). Selon les cas d'usage, des solutions de type edge computing pourront aussi être étudiées.
- **Action Open DATA :** sur la base des jeux de données disponibles sur les réseaux énergétiques (en particulier RTE, Enedis) voire d'autres secteurs (ex : mobilité), un atelier pourra être proposé aux entreprises du numérique et de l'énergie ainsi qu'aux laboratoires pour développer de nouveaux services en s'appuyant sur les jeux de données disponibles et favoriser l'émergence de projets collaboratifs (ex : applications pour favoriser une mobilité décarbonée).
- **Action compétences,** sous réserve de partenariat avec la chambre des métiers, 3IA, C2RC... : la transformation numérique implique l'acquisition de nouvelles compétences numériques dans les entreprises. Cette action pourra inclure un événement pour la mise en valeur de formations spécifiques.

AXE 6 : CROISSANCE DES ENTREPRISES – TRANSITION ECOLOGIQUE, ENERGETIQUE, ET CLIMATIQUE

Depuis quelques années, Capenergies conduit des actions permettant d'accompagner les entreprises dans leur stratégie de croissance en personnalisant son offre de services afin de répondre aux attentes spécifiques de ses adhérents et de les adapter en fonction de leurs profils.

Les actions conduites en 2024, auront plusieurs objectifs :

1) Orienter les entreprises vers les dispositifs d'aide mis en place par la région Sud :

Les permanents de Capenergies sont en relation quotidienne avec les membres du réseau du pôle et sont ainsi susceptibles de les accompagner ponctuellement vers les dispositifs d'aide proposés dans le cadre du Fonds d'Investissement pour les Entreprises de la Région (FIER). Le FIER regroupe une palette d'outils adaptés à tous les stades de vie de l'entreprise. Parmi ceux-ci, les plus adaptés aux attentes des membres du pôle sont :

1/ Le **dispositif SUD Entreprises** qui regroupe l'ensemble des aides que la Région Sud met à disposition des entreprises (PME/ETI) et qui comprend notamment les volets suivants :

- **SUD Développement** qui a pour vocation de faire effet levier et d'accélérer les projets significatifs en termes de développement économique local ou régional. Ce dispositif s'adresse aux entreprises porteuses d'un projet d'implantation, de croissance et/ou de rebond.
- **Sud Investissement**, fonds d'investissement opéré par « Région Sud Investissement », qui accompagne l'accélération des projets d'investissement des entreprises régionales en participant au renforcement de leurs fonds propres en partenariat avec des acteurs privés du financement.
- **Parcours Sud Export** qui est déployé par la Team France Export Sud et qui consiste dans un premier temps en un accompagnement de type coaching et, pour les entreprises qui le souhaitent et qui en ont

la capacité, au déploiement d'actions d'accélération.

2/ Le dispositif **SUD Climat** qui regroupe :

- Le dispositif **CEDRE** (Contrat pour l'Emploi et le développement Responsable des Entreprises) à destination des entreprises en développement qui s'engagent dans la transition écologique et la responsabilité sociale et environnementale. CEDRE a pour objectif de soutenir la création d'emplois de qualité, favoriser la structuration des entreprises en croissance au travers de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), accélérer leur transition écologique et favoriser la valorisation et les échanges de bonnes pratiques.

Capenergies continuera à être prescripteur du dispositif CEDRE auprès de son réseau.

- Le **parcours SUD INDUSTRIE 4.0 carbone** qui s'adresse à des TPI ou PMI présentant une activité de fabrication ou de transformation et dont l'objectif est de booster l'industrie régionale en finançant l'accompagnement à la transformation vers l'Industrie du Futur en systématisant la prise en compte des enjeux liés à la décarbonation, la transition écologique et/ou énergétique, afin de renforcer leur compétitivité dans la durée.

3/ Le dispositif SUD Innovation qui regroupe l'ensemble des outils d'aide au développement de l'innovation et qui concerne les PME et les ETI (Entreprise de taille intermédiaire) implantées sur le territoire régional qui défendent des projets de Recherche et Développement (R&D) en phase de développement ou pré-industrialisation ou en phase de faisabilité.

En effet, fort du succès du Programme PIA3 Régionalisé entre 2018-2020, l'Etat a décidé d'inclure une enveloppe régionalisée dans le quatrième Programme d'investissements d'avenir (PIA4) gérée en partenariat avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et intégrée au plan France 2030.

2) Accompagner les PME à fort potentiel

Capenergies a identifié, au sein de son réseau une soixantaine d'entreprises à fort potentiel de croissance du fait de leur capacité d'innovation ou de leur positionnement sur les marchés du secteur énergétique.

Cette identification est réalisée par l'équipe de permanents du pôle lors de réunions spécifiques, sur la base du nombre de projets innovants déposés par ces PME, de leur croissance et sur leur capacité à s'inscrire de manière concurrentielle sur les marchés. Une mise à jour régulière de cette liste d'entreprises est réalisée en intégrant notamment les nouveaux adhérents au pôle susceptibles de porter un potentiel de croissance significatif.

C'est à partir de ce vivier que sont issues les entreprises stratégiques présentées dans la note de conjoncture établie par Capenergies à la demande de la Région Sud.

La stratégie d'accompagnement de ces entreprises à fort potentiel, consiste à leur proposer de les accompagner, sur la base de leurs besoins, dans toutes les dimensions de leur parcours de croissance.

En complément, les entreprises du pôle peuvent être orientées et accompagnées vers des dispositifs nationaux ou régionaux tels que : Pass French Tech, Industrie du futur, Made in France, Plateforme d'achats publics, Invest in SmartGrids, Paca Investissement, Paca Emergence, R2V.

3) Organiser les Rencontres d'affaires Capenergies

A la suite de son Assemblée Générale 2024, le pôle organisera une nouvelle édition des « Rencontres d'Affaires de Capenergies ». Cet événement constitue l'opportunité pour l'ensemble des membres de rencontrer des donneurs d'ordre, des responsables de plateformes technologiques, des investisseurs publics et privés, ainsi que des partenaires du pôle. Les contacts établis lors de ces rdv BotB permettent aux membres de promouvoir leurs produits, services et solutions, d'identifier de nouveaux partenaires pour de futurs projets, d'envisager des solutions de financement de leur développement et de découvrir les prestations proposées par Capenergies.

En complément, dans le cadre de son animation spécifique, le pôle pourra organiser des rencontres d'affaires ciblées au cours de l'année 2024 tel que, par exemple, autour des enjeux du projet ITER à l'image des rencontres organisées en 2023 en partenariat avec la CCIMP.

4) Favoriser, au sein des entreprises, le déploiement d'actions en faveur de la Transition Ecologique

Afin de favoriser et inciter les entreprises membre du pôle à conduire des actions en faveur de la TE, le pôle proposera au cours de l'année 2024 :

- Un ou plusieurs Webinaire(s) sur l'adaptation climatique afin de présenter l'ensemble des stratégies, initiatives et mesures visant à réduire la vulnérabilité des systèmes naturels et humains contre les effets (présents et attendus) du réchauffement climatique, avec comme objectif de susciter la mise en place de stratégies et d'actions au sein des entreprises participantes.
- Un ou plusieurs événement(s) permettant aux entreprises qui ont conduit des actions permettant de réduire ou d'atténuer les conséquences du réchauffement climatique de les présenter et de partager des bonnes pratiques.

AXE 7 : AUTRES ACTIONS D'ANIMATION TRANSVERSE DU POLE

Animation de l'écosystème et de la communauté des membres,
Animation du réseau des pôles et Collaboration inter clusters

❖ Contexte et objectifs opérationnels :

L'animation du réseau de membres de Capenergies constitue le socle sur lequel prennent appui toutes les actions du pôle de façon très transversale : innovation, croissance des entreprises, Europe, international, emploi-formation, Animations thématiques. Il donne corps à la communauté et représente aux yeux des membres une part essentielle de la valeur du pôle, source de business.

Les objectifs opérationnels pour Capenergies sont les suivants :

- **Renforcer les liens du Pôle avec ses membres**, notamment entre les collèges de l'Industrie, de la Recherche et de la Formation, pour identifier leurs besoins et proposer des services en adéquation, développer le sentiment d'appartenance des membres au réseau et renforcer la marque « Capenergies », afin d'attirer de nouveaux membres, potentiellement porteurs de nouveaux projets,
- **Soutenir les priorités nationales**, France 2030, **plan climat et rePowerEU** en relayant auprès des entreprises membres les différentes opportunités de financement régionales, nationales ou européennes, et en les aidant à s'orienter,
- **Diffuser auprès de nos membres les informations relatives** à l'activité du pôle, au contexte énergétique, et aux dispositifs financiers (régionaux, français et européens),
- **Valoriser les actualités/résultats des membres**, les actions du pôle, ses missions etc. grâce à des outils de communication externe,
- **Mutualiser les actions d'animation** avec d'autres structures et pôles des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse ou autre.

❖ Descriptif détaillé de l'action :

1. Animation du réseau Capenergies

a. Par la mise en œuvre d'outils dédiés :

Capenergies dispose, depuis plusieurs années, d'une **plateforme collaborative AGORA**, outil sécurisé d'animation et de partage d'information, réservé à ses membres et partenaires.

Cette plateforme permet :

- La diffusion d'informations du pôle (et notamment celles concernant les actions de soutien à la relance, du PIA4, Horizon Europe...) vers ses membres et partenaires,
- L'échange d'informations,
- La mise à disposition d'un annuaire des membres décrivant leurs activités.

Des modules complémentaires permettent de suivre le workflow des projets traités dans le cadre du comité de labellisation et de capitaliser les actions et accompagnements réalisés en faveur de nos membres.

Le pôle Capenergies assure :

- La mise à jour des données concernant ses membres, partenaires ainsi que les projets d'innovation,
- L'identification dans le cadre d'une veille stratégique (voir paragraphe suivant) et la transmission à son réseau d'informations ciblées (actualités réglementaires, événements, appels à projets, appels d'offres, communiqués, aides aux entreprises, ...), reprises pour les plus marquantes dans une newsletter hebdomadaire « Revue d'Agora ».

b. Par l'évènementiel

- **Accueil des nouveaux membres :**

Dès son entrée, chaque nouvel adhérent bénéficie d'un pré diagnostic réalisé par les permanents du pôle. Les coûts inhérents à ce pré diagnostic sont intégrés à la cotisation de la première adhésion.

Ce pré diagnostic permet d'évoquer notamment les points suivants :

- Données générales sur l'entreprise
- Les produits et services proposés ou à venir
- Les marchés adressés
- Les avantages concurrentiels
- Les projets d'innovation en cours et à venir
- Les moyens associés à la stratégie d'entreprise
- Les besoins identifiés

Ces éléments sont repris dans le CRM d'Agora.

Suite à la validation de leur adhésion par le Conseil d'administration, Capenergies accueille les nouveaux membres lors de session de « Welcome event » (3 sessions par an) pour mieux partager leurs besoins et accélérer la mise en réseau et leur connaissance de l'ensemble de l'offre Capenergies. Un référent parmi les permanents est désigné pour chacun. Il assure une continuité de suivi, oriente et répond au mieux à attentes.

- **Rendez-vous mensuels de Capenergies :**

Chaque 1^{er} vendredi de mois, Capenergies propose à ces membres un rendez-vous digital pour partager l'actualité marquante des énergies bas carbone, informer des opportunités de financement en cours par thématique, présenter l'agenda des mois prochains. A cette occasion, la parole est donnée à un membre pour qu'il partage son parcours et livre un retour d'expérience enrichissant à la communauté de membres.

2. Veille stratégique :

Capenergies s'appuie sur l'ensemble de son réseau de partenaires ainsi que son positionnement au sein d'instances régionales, nationales et européennes pour identifier les opportunités clés et actualités qu'il délivre à ses membres : événement, appel à projets ou à manifestation d'intérêt, actualité énergies, opportunité marché, norme et réglementation, etc.

Cette veille est partagée de manière restreinte aux membres via la plateforme Agora, et sert également à l'alimentation des permanents en informations stratégiques pour la réalisation de leurs missions (émergence de projets innovants, prospective, normes et réglementation, qualification de partenaires potentiels, identification de call européens, actualités des territoires, et suivi de projets structurants, suivi de l'actualités des membres, etc., ...). Dans ce cadre des informations régulières sur la cybersécurité et propriété intellectuelle ou intelligence économique sont partagées.

3. Promotion des actions du pôle et mise en visibilité des membres Capenergies

- **Site web www.capenergies.fr et réseaux sociaux :**

Site vitrine, il a pour objectif de valoriser les actions menées par le pôle et les réussites de ses membres, dans les domaines sur lesquels il intervient.

Dans ce cadre, des articles centraux, en page d'accueil, sont mis en ligne régulièrement, relevant de plusieurs catégories possibles : énergie, Europe/International, success stories, projets labellisés, collaborations, événements, et nouveaux membres.

Une version en langue anglaise du site internet du pôle, appuie la stratégie Europe et Internationale du pôle. Cette version est alimentée notamment par les fiches de communication de projets d'innovation.

Le pôle développe également sa présence sur les **réseaux sociaux** (en particulier LinkedIn) avec pour objectif est de fédérer et de mettre en valeur la communauté de membres et de partenaires de Capenergies.

○ **Supports :**

Parmi les supports de promotion du Pôle, la **plaquette de présentation de Capenergies et de son offre de service** (numérique), sera mise à jour en cohérence avec son positionnement.

Par ailleurs, les fiches présentant les projets labellisés au cours de l'année seront réalisées et éditées sous forme de livret (format imprimé et consultable en ligne). Leur diffusion est assurée auprès des acteurs de notre écosystème (adhérents, financeurs, professionnels de la Transition Energétique).

○ **Relation presse :**

Pour gagner en visibilité et être identifié comme un centre de ressources sur les thématiques qu'il traite, Capenergies s'appuie sur les relations presse pour relayer son actualité et celle de son réseau. Ainsi, le pôle peut être amené à orienter des journalistes vers certains de ses membres, pour la réalisation d'interview ou la préparation de dossier thématique.

○ **Collaborations inter pôles et inter clusters**

Pour réussir sa stratégie tant en France qu'à l'Europe et à l'international, soutenir au mieux son écosystème et favoriser l'émergence de projets inter filières, Capenergies a choisi de coopérer avec d'autres pôles.

Dans la continuité des actions conduites précédemment, les actions s'orienteront vers :

- Le pôle MER, sur les sujets Smart & Green port, notamment dans le domaine des systèmes énergétiques optimisés, et celui de la décarbonation de la mobilité maritime (e-carburant / hydrogène) ;
- Le pôle SAFE dans le domaine de la décarbonation du transport aérien (SAF) ;
Avec l'intention de créer une filière e-carburant pour le maritime et l'aérien ;
- Le pôle SCS, dans le domaine de la digitalisation, de l'Intelligence Artificielle, de la Cybersécurité appliquée à l'énergie et du Move2Digital (European Digital Innovation Hub), de la smart city
- Novachim, autour des biocarburants et de l'hydrogène
- EA-Eco Entreprises, Innov'Alliance pour le solaire et l'agri-voltaïsme.

L'interpoles Smart Energy Alliance, animé depuis janvier 2022 par Capenergies, regroupe 11 pôles de l'énergie, du numérique et de la mobilité. Ces pôles ont défini une feuille de route commune pour dégager des synergies et mutualiser leurs actions autour de 3 orientations :

- Amplifier l'accès aux programmes européens et accroître le succès des entreprises,
- Contribuer aux instances et organisations nationales, dont le Comité Stratégique Filière NSE et Nucléaire,
- Partager et mutualiser expériences et actions.

Avec Nuclear Valley, la coopération s'inscrit dans les axes stratégiques suivants :

- l'exploitation-maintenance,
- l'instrumentation,
- les nouveaux petits réacteurs nucléaires (SMRs – France 2030) : une cartographie des usages industriels sera réalisées pour préparer une rencontre avec les industriels de Marseille-Fos en 2024,
- un partage annuel des actions en faveur du recrutement et développement des compétences.

Capenergies est également administrateur du réseau PEXE, association des clusters, pôles de compétitivité, syndicats et fédérations professionnels du secteur de l'environnement et de l'énergie qui organise des événements nationaux au bénéfice des membres du pôle (Rencontres EcoTech, Rencontres avec les financeurs ...).

Capenergies est administrateur de :

- France Hydrogène dont la directrice du pôle est déléguée régionale en région Sud,
- Team Henri Fabre
- Accélérateur M

Capenergies assure la vice-présidence de la commission France de l'Association Française des pôles de Compétitivité (AFPC) et poursuivra sa contribution aux groupes de travail dans ce cadre.